

LE DEVOIR

Vol. CII N° 239

LE VENDREDI 21 OCTOBRE 2011

1,09\$ + TAXES = 1,24\$



REUTERS

Les rebelles ont célébré hier la capture de Mouammar al-Kadhafi dans les rues de Syrte.

Le PLQ tente de contrôler ses militants

Le parti veut s'assurer que son congrès se déroulera sans heurts

ROBERT DUTRISAC

Québec — En vue de son 31^e congrès qui s'ouvre demain, le Parti libéral du Québec tente de contrôler ses militants qui voudraient contester la commission d'enquête restreinte que vient de lancer Jean Charest sur l'industrie de la construction. Députés et présidents d'association de circonscription ont reçu la consigne de communiquer avec les délégués en vue de s'assurer que le congrès se déroule sans heurts.

«La machine libérale est en marche», a signalé au *Devoir* une source libérale sous le couvert de l'anonymat. Le parti est en mode de contrôle et les grandes gueules n'ont pas la cote.

Malgré la consigne, certaines voix isolées se font entendre, comme celle de Robert Benoit, ancien député libéral et président du PLQ. De même, plusieurs anciens députés libéraux se demandent quel sera l'avenir du parti de Jean Lesage

VOIR PAGE A 10: PLQ

- Québec dévoile son plan contre la corruption, page A 3
- La chronique de Lise Payette: Jeter l'argent par les fenêtres, page A 9

«Kadhafi a rencontré son destin»

L'ex-dictateur a été traîné dans la rue, roué de coups et probablement achevé à coups de fusil

CLAUDE LÉVESQUE

Mouammar al-Kadhafi a probablement fini sa carrière comme un rat à 69 ans, caché dans un tuyau d'égout à la périphérie de Syrte. Ce qui est absolument sûr, c'est que sa mort hier aura été à l'image de ses 42 années de dictature: extrêmement violente.

Il a, selon les combattants du nouveau régime, trouvé refuge dans cet abri de fortune après que le véhicule blindé à bord duquel il tentait de fuir sa ville natale eut été touché par des tirs venant d'avions de l'OTAN. La France et les États-Unis affirment tous deux avoir attaqué le convoi dans lequel Kadhafi cheminait.

L'ancien homme fort de la Libye a été découvert juste avant midi et tiré de sa cachette, blessé à la tête et aux jambes, selon plusieurs médias qui



REUTERS

Le cadavre de Kadhafi photographié par ceux qui l'ont capturé.

citent les combattants. Il leur aurait alors demandé: «Que se passe-t-il? Qu'est-ce que je vous ai fait?» Les vidéos horribles tournées par ceux qui

l'ont capturé montrent qu'il a été traîné dans la rue, roué de coups et probablement achevé à coups de fusil. Aucune de ces vidéos ne montre Kadhafi sortir d'un égout, cependant. Ce détail pourrait donc avoir été inventé par ses ennemis, qui avaient été piqués au vif quand le dictateur les avait comparés à des rats et à des cafards, au plus fort de la révolution visant à le renverser.

Les nouvelles autorités libyennes ont également présenté des versions divergentes à propos

VOIR PAGE A 10: KADHAFI

- Le ouf de l'OTAN après sept mois de conflit, page B 9
- L'éditorial de Serge Truffaut: Le chien fou, page A 9

Stéphane Bergeron veut une coalition souverainiste et progressiste

En assistant à un événement de Québec solidaire, le député de Verchères indispose la haute direction du PQ

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — Convaincu de la nécessité de créer une «coalition progressiste et souverainiste» pour faire face au futur parti de François Legault et au Parti libéral, le député de Verchères, Stéphane Bergeron, a participé, hier à Québec, à un événement organisé par Québec solidaire (QS). Ce faisant, il a raté le caucus des députés péquistes, ce qui a indisposé la haute direction du parti et certains collègues péquistes, a appris *Le Devoir*.

Joint hier, M. Bergeron a répondu qu'il n'avait «aucune permission» à demander pour s'absenter ainsi. «De toute façon, j'étais pris par des entrevues ce soir-là.» Et comme membre du groupe de réflexion du PQ sur la «nouvelle façon de faire de la politique», il a estimé important de se présenter à l'«assemblée citoyenne» organisée par QS.

M. Bergeron juge inquiétant le «fractionnement» de la gauche québécoise, qui s'est accentué selon lui depuis quelques mois. L'Option nationale de Jean-Martin Aussant s'ajoutera bientôt aux QS, Parti vert et Parti indépendantiste qui visent tous le même électoral, déplore M. Bergeron. Dans certaines circonscriptions comme Gouin, le fractionnement pourrait être fatal au PQ. Actuellement détenue par Nicolas Girard, Gouin est visée par la coporte-parole de Québec solidaire, qui y sera désignée candidate le 13 novembre. «Le temps passe et pendant que le temps passe, les positions se campent. [...] Je regrette effectivement

VOIR PAGE A 10: BERGERON

La Tunisie à un tournant de l'histoire

Quelque 16 000 Tunisiens établis au Canada vivent leurs premières élections libres depuis 1956

Neuf mois après la chute de l'ex-président Ben Ali, la Tunisie vit un moment-clé de son histoire: ses premières élections libres, qui mèneront à l'écriture d'une nouvelle Constitution.

BOUCHRA OUATIK

Pour les Tunisiens, le printemps arabe fait place à un automne de changement. Hier, aujourd'hui et demain, les quelque 16 000 Tunisiens établis au Canada se rendent aux urnes pour choisir les membres de l'Assemblée constituante. Leurs concitoyens en Tunisie feront de même ce

VOIR PAGE A 10: TUNISIE



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le vote pour l'Assemblée constituante tunisienne a débuté hier pour les ressortissants tunisiens à l'étranger, et se poursuit jusqu'à demain. À Montréal, en début de soirée hier, environ 1500 personnes avaient déjà exercé leur droit de vote au consulat de Tunisie (photo) et à l'Espace Famille tunisien.



REUTERS

GRÈCE

Le plan d'austérité adopté sur fond de violence

■ À lire en page A 7

INDEX

3	7	17	83	13	02	83	31
Announces.....	B 4	Monde.....	B 9	Avis publics..	B 7	Mots croisés..	B 9
Cinéma.....	B 3	Nature.....	B 8	Décès.....	B 4	Resto.....	B 7
Éditorial.....	A 8	Sudoku.....	B 8	Idées.....	A 9	Télévision.....	B 2
Météo.....	B 6	Week-end.....	B 1				

La Grande
BRADERIE de
MODE Québécoise
 www.braderiedemodequebecoise.com

MONTRÉAL / 34^e édition
20-21-22-23 OCTOBRE
 Marché Bonsecours (Vieux-Montréal)
 SUIVEZ NOUS SUR www.facebook.com/labraderie • twitter.com/labraderie

ACTUALITÉS

Mise en garde des procureurs: C-10 causera trop de procès

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Les procureurs de la Couronne ont mis en garde le gouvernement conservateur hier que leur projet de loi omnibus en matière de justice pourrait avoir un effet pervers: la remise en liberté d'accusés parce qu'ils n'ont pas été jugés en temps opportun.

L'Association canadienne des juristes de l'État a comparu en comité parlementaire pour donner son avis sur le projet de loi C-10 resserrant la justice criminelle. Selon ce regroupement des avocats du gouvernement fédéral, et des provinces et territoires, le projet de loi risque d'accroître leur charge de travail de ma-

nière «critique» parce qu'il multipliera le nombre de procès.

«Les changements apportés exacerberont une charge de travail qui est déjà dangereusement lourde», a soutenu Jamie Chaffe, président de l'Association. Il a expliqué que la très grande majorité des dossiers criminels ne se rendent jamais en procès. Il y a plutôt des négociations de plaidoyers ou encore l'abandon d'accusations. «En Ontario, par exemple, le système de justice criminel a la capacité d'absorber un taux de procès d'environ 7 ou 8 %», dit-il. Le projet de loi C-10, en imposant une multitude de peines minimales plus sévères, découragera beaucoup d'accusés à plaider coupable. Ils subiront donc plus souvent des procès.

«Nous aurons un problème avec l'article 11 b) de la Charte canadienne des droits et libertés, avertit M. Chaffe. Cet article prévoit que «tout inculpé a le droit d'être jugé dans un délai raisonnable». «Les accusations seront abandonnées parce que nous ne pourrions pas les juger en temps raisonnable selon la Charte», poursuit M. Chaffe. C'est un enjeu très critique soulevé par ce projet de loi C-10 et toutes les autres lois visant à resserrer les peines.»

Québec proteste

À Québec, l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité hier une motion exigeant le retrait des dispositions de C-10 «qui vont à l'encontre des intérêts du Québec et des valeurs québécoises en matière

de justice». D'ailleurs, le ministre de la Justice, Jean-Marc Fournier, a envoyé une lettre le mois dernier à son homologue fédéral, Rob Nicholson, exprimant sa déception quant au projet de loi C-10, notamment ses dispositions touchant les jeunes contrevenants.

«Encore une fois, écrit le ministre, le projet de loi C-10 relègue au second plan les principes fondamentaux de la réadaptation et de la réinsertion sociale des adolescents, privilégiés dans le modèle québécois en ce qu'ils assurent une protection durable de la société, par opposition à une répression immédiate et sans suivi suffisant.»

Le Devoir

Mise à l'écart de Chantier Davie

Pas d'explications des conservateurs du Québec

MARIE VASTEL

Ottawa — Au lendemain de l'échec de Chantier Davie à décrocher un lucratif contrat fédéral de construction navale, les conservateurs du Québec ont refusé d'offrir les explications qui leur ont été réclamées par les travailleurs. Et si le gouvernement québécois s'est avoué «déçu» du résultat, l'opposition à Québec l'a accusé de ne pas en avoir fait assez pour pousser la candidature du chantier de Lévis.

La nouvelle étant tombée tard mercredi, les députés conservateurs du Québec avaient aisément évité de commenter. Mais ils se sont montrés tout aussi avarés d'explications hier.

Tour à tour, ils ont plaidé l'indépendance du processus de sélection des chantiers navals qui ont reçu, au total, 33 milliards de dollars en contrats fédéraux. Trois chantiers avaient soumissionné; ce sont ceux de Vancouver (25 milliards) et d'Halifax (8 milliards) qui sont sortis gagnants. Chantier Davie a vu lui échapper ce second contrat.

Alors que l'opposition fédérale a questionné le gouvernement à sept reprises aux Communes, le député de Lévis-Bellechasse, Steven Blaney, est resté bien assis sur son siège, laissant le soin au premier ministre ou à la mi-



ANDY CLARK REUTERS

Les chantiers navals de Vancouver et d'Halifax ont reçu, au total, 33 milliards de dollars en contrats fédéraux.

nistre des Travaux publics de répondre à sa place. Muet depuis la veille, M. Blaney a finalement consenti à répondre à quelques questions des journalistes, mais en catimini, à l'extérieur du parlement et loin des micros du foyer de la Chambre.

«C'est un processus transparent, équitable, qui a pris en compte tous les paramètres. Donc, c'est un processus qui s'est tenu à l'écart de la politique», a-t-il répété, à l'instar de ses collègues québécois qui ont martelé *ad nauseam* que cet appel d'offres «compétitif» et «indépendant» avait été «apolitique».

Mais ces critères de sélection vantés par M. Blaney, et qui ont mené à l'exclusion de Chantier Davie, c'est justement ce que lui

avait demandé d'expliquer le président du syndicat de l'entreprise, Paul-André Brulotte, dans un communiqué envoyé en après-midi. Pas de réponse, cependant. Les conservateurs arguent que le processus a été transparent, mais ils n'en expliquent pas les paramètres.

D'autres contrats

Les conservateurs québécois se sont en outre contentés de répéter qu'il restait d'autres contrats à attribuer, comme la construction d'une centaine de petits navires au prix de 2 milliards, ou 5 millions par année pour l'entretien des nouveaux navires qui seront construits. Là encore, pas moyen de savoir comment le gouvernement entend

s'assurer d'aider Chantier Davie à obtenir sa part de la mise.

C'est justement ce que réclamait l'opposition fédérale, sans toutefois savoir expliquer de quelle façon les conservateurs pourraient favoriser l'entreprise de Lévis sans faire de l'ingénierie politique.

À Québec, la chef péquiste Pauline Marois a déploré, lors de la période des questions, le fait que les contribuables québécois financent le sauvetage des chantiers maritimes retenus alors que le soumissionnaire de leur province a été écarté.

«Ça veut dire que chaque Québécois qui paie des impôts à Ottawa va verser 1800 \$ de sa poche pour la construction de ces navires et n'en retirera rien», a-t-elle accusé.

Sa députée de Duplessis, Lorraine Richard, a quant à elle reproché au gouvernement de Jean Charest de ne pas avoir pris la peine d'aller vanter son chantier à Ottawa, comme l'a fait le premier ministre de la Nouvelle-Écosse, Darrel Dexter. Une critique rejetée par le premier ministre Charest, qui a affirmé avoir «tout mis en œuvre» pour soutenir Davie, se reconnaissant lui aussi «déçu de la décision».

Le Devoir
Avec La Presse
canadienne

La Cour suprême tranchera la question du «in and out»

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — La Cour suprême du Canada a accepté hier d'entendre la cause opposant le Parti conservateur à Elections Canada à propos de ses dépenses électorales de 2006 jugées frauduleuses. Il s'agira de déterminer si le Directeur général des élections a bien agi en refusant de rembourser 720 000 \$ aux candidats de Stephen Harper.

Comme d'habitude, la Cour suprême n'a pas fourni d'explication sur les motifs l'amenant à accepter d'entendre la cause. Le bras de fer entre le parti au pouvoir à Ottawa et le chien de garde des élections dure depuis 2007. C'est le Parti conservateur qui poursuit Elections Canada.

«Nous sommes heureux de cette décision», a indiqué le porte-parole du Parti conservateur, Fred DeLory. «Nous avons une divergence d'opinions à ce sujet et nous nous maintenons à avoir agi en tout respect de la loi telle qu'ils la comprennent à l'époque.»

Elections Canada refuse de rembourser (comme elle doit le faire après une élection) une partie des dépenses électorales de 50 candidats conservateurs au motif que ces dépenses sont en vérité celles du parti. Les partis politiques et leurs candidats sont chacun soumis à des plafonds de dépenses distincts. Elections Canada allègue que le Parti conservateur s'est comporté comme s'il s'agissait de vases communicants: ayant atteint lui-même son plafond, il a imputé des dépenses

de publicité supplémentaires à ses candidats moins dépensiers. Résultat: il a pu dépenser jusqu'à 10 % de plus que ses adversaires en publicités.

Les dépenses ainsi transférées du parti aux candidats totalisaient 1,3 million de dollars. Le taux de remboursement étant de 60 %, ce sont 720 000 \$ que les 50 conservateurs n'ont pas touchés.

On appelle souvent le stratagème «in and out» parce que le PC payait lui-même les dépenses imputées aux candidats, puis leur envoyait une facture... et les sommes nécessaires pour s'en acquitter. Au total, 67 conservateurs ont participé au stratagème, mais Elections Canada avait remboursé 17 d'entre eux avant de découvrir le pot aux roses. Parmi les 17 personnes remboursées, on trouve les Québécois Maxime Bernier (3000 \$), Steven Blaney et Jacques Gourde (14 785 \$ chacun) ainsi que la sénatrice Josée Verner (5618 \$).

En parallèle à cette cause, Elections Canada poursuit le PC et ses quatre têtes dirigeantes. Elections Canada calcule que, si les dépenses en litige n'avaient pas été transférées aux 67 candidats, la formation aurait dépassé son plafond de dépenses permis. Elle accuse aussi les dirigeants conservateurs d'avoir voulu cacher ce dépassement en déposant une déclaration «trompeuse». Cette cause sera entendue à l'automne prochain.

Le Devoir

Congédié?
Voyez
François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.
Vieux Montréal 514.845.5545

Sophie Downs
Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.
Psychologue clinicienne
ADULTES · COUPLES
25 ANS D'EXPÉRIENCE
514-861-0630
VIEUX-MONTRÉAL

LOTTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2011-10-19

6/49 09 14 17 20 44 45 33 compl. Lot boni : 05 07 11 17 24 48 Prochain gros lot (approx.) : 8 000 000 \$	Québec 06 20 27 34 41 42 26 compl. Extra 9674386
--	--

À chaque tirage du mois d'octobre, le **Lotto 6/49** offre un lot boni de **100 000\$ par année à vie.**

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Échangeur Turcot

ENTRAVES MAJEURES

FIN DE SEMAINE DU 21 OCTOBRE 2011

- **Fermeture complète**, de jour et de nuit, de la bretelle menant de l'autoroute Décarie (15) en direction sud à l'autoroute 720 en direction est (vers le centre-ville), de 23 h vendredi à 5 h lundi.
- **Fermetures de nuit** d'autres bretelles à prévoir, consultez Québec511 pour plus d'information.

FACILITEZ VOS DÉPLACEMENTS

Pour éviter la congestion, le ministère des Transports invite les usagers de la route qui le peuvent à modifier leurs habitudes de déplacement, soit en utilisant le transport collectif, en faisant du covoiturage ou en ajustant leurs horaires et itinéraires.

En cas de conditions météorologiques défavorables, ces travaux pourront être reportés à une fin de semaine ultérieure.
Rappel : D'autres entraves sont prévues pendant les fins de semaine des mois d'octobre et de novembre.

RISQUE DE CONGESTION

FERMETURE COMPLÈTE BRETELLE A-15 SUD VERS A-720 EST

AUTOROUTE DÉCARIE NORD

CENTRE-VILLE

AÉROPORT OUEST

PONT CHAMPLAIN RIVE-SUD

Transports Québec

Bijouterie Gambard
630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE
MONTRÉAL (514) 866-3876

ROLEX
Vente et service

ACTUALITÉS

RVM, j'écoute ta fréquence!

91,3 fm

WWW.RADIOV.M.COM

Récit d'un échec



CHRISTIAN RIOUX

On ne ressort pas tout à fait indemne de la lecture des 900 pages que Pierre Nepveu vient de consacrer à la vie de celui qu'on a surnommé le poète national du Québec, Gaston Miron. Le silence qui a suivi la couverture habituelle à la sortie de ce livre majeur (*Gaston Miron. La vie d'un homme* - Boréal) est peut-être l'expression d'une pudeur qui consisterait, en cette période de disette politique, à détourner le regard de ce que la vie de ce «contemporain capital» nous raconte.

Le livre de Pierre Nepveu retrace bien sûr le cheminement littéraire d'un des plus grands écrivains du Québec, le seul à avoir jamais eu des obsèques nationales. Mais ce livre est aussi une grande histoire du Québec moderne. On compare souvent Miron à Neruda, Césaire ou Senghor. Chose certaine, l'itinéraire de cet homme «à bout portant» est celui d'un être qui a voulu incarner dans chacun de ses mots le destin d'un peuple.

C'est le propre de certains grands artistes que d'exprimer des réalités que les humbles journalistes ne découvriront que des années plus tard. Et encore! Ce côté prophétique transpire partout chez Miron, qui a préparé la Révolution tranquille dès le début des années 50 en fondant la maison d'édition l'Hexagone. Le poète, qui débarquait en France dès 1960 pour «apprendre le Québec aux Français», fut pendant des années notre meilleur ambassadeur à l'étranger. Miron n'hésitera pas à cogner à la porte des plus grands, de Witold Gombrovitch à André Breton, qu'il considérait comme ses égaux. Partout, il était le Québec à lui tout seul.

Il est d'autant plus difficile, dans le contexte actuel, de ne pas aussi lire cette biographie comme le récit d'un échec. Échec partiel du poète d'un seul livre qui, comme le montre Nepveu à profusion, s'est laissé happer tout entier par la générosité et le combat de ses compatriotes. Pourtant, si son exil en Somalie ne rabaisse en rien l'œuvre de Rimbaud, pourquoi celle de Miron devrait-elle souffrir de la dispersion de son auteur?

Non, l'échec qui se dessine nettement dans cette biographie, ce n'est pas tant celui du projet littéraire, ni celui de la vie amoureuse, que celui de l'indépendance du Québec que Miron a personnifié plus que tout autre. Nepveu peint une figure presque christique entièrement absorbée par la résurrection de son peuple. Miron a cherché la redémption des Québécois dans une poésie «à hauteur d'homme et d'histoire». Mais il ne pouvait pas non plus ne pas la chercher dans la vie réelle... qui la lui refusa. Les dernières années de Gaston Miron, alors qu'il fuyait le Québec, annonçaient de manière presque lumineuse la déroutante actuelle du nationalisme québécois. Des années avant qu'elle survienne véritablement, Miron la nomme et la désigne: «Nous n'aurons ni Dolmens de Bretagne / ni Rochers d'Île de Pâques / [...] enterrez le corps de poésie / mon cadavre d'amour en ce peuple / là où il n'y a pas d'écriture / mais où flageole une lumière brûlée», écrit-il.

Très tôt, aussi, il a vu que la bataille de la langue était loin, très loin, d'être gagnée. Miron avait mis la langue au cœur de son combat. Et pas n'importe quelle langue. Pas le banal instrument de communication qu'on enseigne parfois. Une langue souveraine dont il voulait que nous retrouvions le sens profond. Une langue qui appartenait «à une culture globale», à une civilisation.

Miron trépassait de tout son être de devoir sans cesse reprendre ce combat. Que dirait-il, quinze ans après sa mort, de voir ce pays replonger plus que jamais dans le «bilingue» tous azimuts, de l'élection d'une députée unilingue anglaise à la bilinguisation de la sixième année du primaire, en passant par les pancartes bilingues des insurgés du square Victoria. Personne n'a mieux compris le drame linguistique québécois que cet homme obsédé jusqu'à l'hystérie par le mot juste, mais qui ne sombra jamais ni dans la rectitude desséchante du «bon parler français» ni dans ce mythe suicidaire d'une langue proprement québécoise.

Que dirait-il de voir renaître dans toute sa splendeur, à l'ombre de la mondialisation, ce «sous-bilingue» québécois dont Nepveu nous rappelle opportunément qu'il est cet «homme dont le psychisme est envahi par l'anglais même quand il ignore tout de cette langue»? Miron se mettrait certainement dans une sainte colère en découvrant la provincialisation galopante qui menace aujourd'hui le Québec. Il fustigerait «ce maudit peuple de branleurs, de têtus, de breuteux». Il rappellerait probablement ces mots d'une vieille dame contre lesquels il avait tant pesté en 1980: «C'est-y pas honteux, ils veulent pas qu'on soit une province!»

En même temps, Miron reste ce poète de l'espoir jamais vaincu, l'un des fondateurs de notre littérature qui elle continue de fleurir, même sans pays. Je lisais récemment sous la plume d'un collègue qu'un peuple qui a produit le Cirque du Soleil ne pouvait pas disparaître. C'est pour combattre de telles naïvetés qu'il faut lire le livre de Pierre Nepveu. Miron savait, lui, que rien n'est jamais donné aux Québécois.

crioux@ledevoir.com



La présidente du Conseil du trésor, Michelle Courchesne, et le ministre des Transports, Pierre Moreau, ont dévoilé 39 mesures qui seront progressivement implantées pour prévenir les méfaits dans la réalisation des projets de construction publics.

Lutte contre la corruption: Québec dévoile son plan

MÉLISSA GUILLEMETTE

Embauches d'ingénieurs supplémentaires, création de nouvelles règles et de sanctions aux contrevenants: le gouvernement libéral a annoncé hier l'implantation d'une série de mesures pour lutter contre la corruption et la collusion dans l'industrie de la construction. Plusieurs des mesures reprennent les recommandations du rapport Duchesneau, quelques-unes étaient déjà en place.

Lors d'une convocation de presse annoncée aux médias à peine plus de deux heures en avance, le ministre des Transports (MTQ) et le Secrétaire du Conseil du trésor ont dévoilé 39 mesures qui seront progressivement implantées pour prévenir les méfaits dans la réalisation des projets de construction publics.

«Notre intervention a pour but d'envoyer un message clair», a expliqué le ministre des Transports, Pierre Moreau, accompagné de la présidente du Conseil du trésor, Michelle Courchesne. Un message clair qui vise «d'abord la population», qui s'attend à une plus grande rigueur et à plus de transparence, mais aussi les fonctionnaires du ministère et les entreprises de construction qui travaillent avec le MTQ, a précisé le ministre.

Ce «changement de culture» comprend une hausse de l'imputabilité des firmes de génie-conseil et des entrepreneurs, suivant les recommandations du chef de l'Unité anticollusion, Jacques Duchesneau. Des sanctions leur seront imposées en cas d'erreur, d'omission et de qualité insuffisante des services. «Lorsque des erreurs seront détectées, ces erreurs devront être compensées», a dit M. Moreau. Des

pénalités seront également établies pour les entreprises qui réclament indûment des extras.

Un cadre de gestion sera aussi créé pour les contrats d'une valeur inférieure à 40 millions de dollars, largement inspiré de la politique-cadre pour les grands projets d'infrastructures publiques, adoptée en 2008. «Dorénavant, il y aura des étapes à suivre, de la planification du projet à la réalisation; on va se donner ce cadre strict d'étapes à franchir pour s'assurer que nous avons le contrôle sur toutes ces réalisations-là», a expliqué la ministre Courchesne.

De plus, d'ici à ce que le registre des entreprises inadmissibles aux contrats publics soit en ligne, vers juin 2012, les entreprises vont devoir signer une déclaration confirmant qu'elles n'ont pas été condamnées pour fraude fiscale ou crime économique depuis une période déterminée pour pouvoir participer à un appel d'offres public. Les autres devront s'abstenir. Le MTQ se réservera aussi le droit de rejeter une soumission anormalement basse dès juin 2012.

Perte d'expertise

Le MTQ s'attaquera à la perte d'expertise que décrivait le rapport Duchesneau: «Tout se passe comme si le ministère avait autorisé le transfert des compétences vers le secteur privé, sans s'assurer de conserver suffisamment d'expertise», écrivaient les auteurs.

Le ministère compte actuellement environ 6000 employés au total. Plus de 970 travailleurs — principalement des ingénieurs et des techniciens des travaux publics — devraient s'ajouter aux effectifs au cours des cinq prochaines années. Les ingénieurs et les techniciens du MTQ surveilleront à terme 25 % des chan-

gers, plutôt que les 5 % actuels, et ce sera le même portrait pour la préparation des projets. L'inspection des structures se fera à 80 % par les ingénieurs du ministère plutôt qu'à 50 % aujourd'hui.

Ce plan d'action en 39 points ne coûtera pas un sou, selon les deux ministres. Les nouvelles embauches permettront au MTQ de faire des économies de 58 millions, puisque la sous-traitance au privé sera réduite. Du lot, 24 millions financeront les nouvelles mesures, pour une économie nette de près de 34 millions.

Pourquoi ces mesures n'ont-elles pas été mises en place avant? Selon Michelle Courchesne, la «tendance à la décentralisation» du début des années 2000 a instauré un système où chaque ministère a son interprétation de la gestion des contrats. Au MTQ, le plus grand donneur d'ouvrage, ce système n'a pas suivi la croissance des travaux. «On fait un resserrement de quelque chose qui aurait dû, avouons-le, évoluer à un autre rythme dans un contexte où nous avons accru les investissements de façon exponentielle», a dit Mme Courchesne.

«Coin de table»

Le Parti québécois n'a pas commenté l'annonce, n'ayant pas eu le temps de consulter les documents détaillant les engagements du gouvernement. Le PQ n'a appris la mise en place des nouvelles mesures qu'en fin d'après-midi dans les médias, et dénonce justement que la conférence de presse ait été convoquée sans bruit, à la toute dernière minute, pour un sujet aussi important. «Ça fait "coin de table". Avec deux ministres pour l'annonce, le Parti libéral en fait beaucoup pour calmer les militants», juge l'attaché de presse de l'aile parlementaire péquiste, Eric Gamache.

Le Devoir

Un nouveau parti le 14 novembre?

François Legault se donne trois semaines pour trancher

ROBERT DUTRISAC
GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Québec — C'est le 14 novembre prochain que les cofondateurs de la Coalition pour l'avenir du Québec (CAQ), François Legault et Charles Sirois, devraient annoncer la création de leur nouveau parti politique.

Lors de la 18^e et dernière assemblée de la tournée de consultations du CAQ, qui se déroulait à Québec hier, une assemblée qui a réuni 400 personnes, François Legault a indiqué qu'il dévoilerait le plan d'action de son mouvement le 14 novembre et qu'il annoncerait alors si la CAQ se transformera en parti politique.

Tout concourt à ce que la CAQ devienne un parti politique, même si M. Legault refuse pour l'instant de clairement le confirmer. Les critères qu'il fixe pour prendre cette décision sont d'ailleurs révélateurs. «Ce qu'on va évaluer, c'est l'appui qu'on a de la population», a-t-il dit au Devoir en après-midi. Ce sera le seul critère utilisé, maintenant qu'on a vu que Jean Charest et Pauline Marois ne sont pas d'accord avec nos propositions. Le soutien de l'ADQ n'aura pas d'incidence sur la décision, affirme M. Legault. «Si on forme un parti, on n'exclut pas d'avoir des discussions, mais ce n'est pas essentiel.»

Le soutien de la population, M. Legault semble en bénéficier. Sa tournée a permis de rejoindre près de 5000 personnes, au-delà des attentes de la CAQ. Et les sondages montrent que les appuis de M. Legault se confirment. François Legault se dit «étonné» du succès de sa tournée. «En février, on souhaitait susciter l'intérêt des gens avant la fin de l'année. Mais la réponse a été immédiate.» Les prochaines semaines serviront à rassembler les idées discutées en tournée et à ajuster les quatre grandes propositions de la CAQ. C'est ce qui donnera le plan d'action.

Une commission d'enquête publique

Hier, c'est un ancien député péquiste de Montmorency, Jean-François Simard, qui a ouvert l'assemblée en chauffant la salle avec une attaque en règle contre Jean Charest en parlant d'une «république de bananes» et en accusant le chef libéral de ramener le Québec «à l'époque de Duplessis».

François Legault a répété qu'il est favorable à la tenue d'une véritable commission d'enquête publique dotée d'un pouvoir de contraindre les témoins à comparaître plutôt que la formule de volontariat proposée par Jean Charest. «Sans fierté, il n'y a rien de possible. Actuellement, c'est morose», a-t-il dit. Si jamais le nouveau parti de François Legault prenait le pouvoir lors des prochaines élections, son gouvernement adopterait un décret pour élargir les pouvoirs de la commission Charbonneau.

Au sujet de l'exploitation des ressources naturelles, François Legault propose notamment que la totalité des redevances soit affectée à la réduction de la dette plutôt que 25 % comme le veut le gouvernement Charest. Plusieurs questions de l'assemblée provenaient d'enseignants qui rejetaient l'idée de la CAQ de hausser de 20 % leur salaire, préconisant plutôt qu'on consacre plus de ressources à l'enseignement. François Legault s'est montré sensible à ces remarques et a laissé entendre qu'il en tiendrait compte en rédigeant le plan d'action de la CAQ.

Le Devoir



Les cofondateurs de la Coalition pour l'avenir du Québec, Charles Sirois et François Legault.

EN BREF

Congrès du NPD: plainte rejetée

Ottawa — La commissaire fédérale de l'éthique a rejeté la plainte du Parti conservateur au sujet des publicités et des commandites syndicales lors du dernier congrès du Nouveau Parti démocratique (NPD). Les conservateurs estimaient que les publicités syndicales constituaient un cadeau ou un bénéfice pour les députés néodémocrates. Selon Mme Dawson, les députés néodémocrates n'ont pas été impliqués dans les transactions. La commissaire affirme ne pas avoir de motifs raisonnables de croire qu'ils ont violé le code régissant les conflits d'intérêts. — *La Presse canadienne*

Un appui pour Saganash

Ottawa — L'ancien leader Cî Romeo Saganash s'est vu accorder un nouvel appui dans sa campagne à la chefferie du Nouveau Parti démocratique (NPD). Après Christine Moore (Abitibi-Témiscamingue), mi-septembre, c'était au tour de Pierre Dionne Labelle (Rivière-du-Nord) de faire valoir, par voie de communiqué hier, «la crédibilité et la pertinence» qu'apporterait son collègue en matière de lutte contre les changements climatiques ainsi que pour les droits des autochtones. Le député d'Abitibi a mené une campagne

justu'ici fort discrète dans les médias — pour ne pas dire invisible —, mais son bureau a fait valoir que celui-ci serait de plus en plus présent sur la scène publique. Quant aux appuis, M. Saganash ne compte pour l'instant que ceux de ces deux députés. Mais d'autres sont à venir, a-t-on promis dans son équipe. Les néodémocrates se choisiront un chef le 24 mars. M. Saganash affronte son collègue québécois Thomas Mulcair dans cette course, de même que l'ex-stratège néodémocrate Brian Topp, les députés Paul Dewar et Nathan Cullen, et l'homme d'affaires néo-écossais Martin Singh. — *Le Devoir*

Huit millions de Québécois

La population du Québec atteindra huit millions d'individus d'ici la fin de l'année 2011, selon l'Institut de la statistique du Québec. Les estimations — il n'existe pas de décompte en temps réel — prédisent que l'événement se produira probablement avant Noël, dit Chantal Girard, démographe. Avec les naissances à la hausse, le Québec connaît présentement sa meilleure croissance démographique depuis 20 ans. Le chemin vers les 9 millions d'habitants risque toutefois d'être ralenti, puisque d'ici une trentaine d'années, les décès excéderont les naissances. — *Le Devoir*

Spécialistes de la santé

Lipoderma
clinique du corps

NOUVEAU LIPOMASSAGE™
SCULPTEZ VOTRE CORPS

LE LIPOMASSAGE EST EFFICACE LÀ OÙ EXERCICE ET NUTRITION ATTEIGNENT LEURS LIMITES

SPÉCIAL AUTOMNE
OBTENEZ 25%* DE RÉDUCTION À L'ACHAT D'UN FORAÎT Lipomassage™ (20 SÉANCES)
Reçu d'assurance disponible

615, boul. de Maisonneuve Ouest
514. 844.1007
info@lipoderma.ca • www.lipoderma.ca

Pour annoncer dans ce regroupement, communiquez avec Véronique Langlois au 514.985.3457 ou vlanglois@ledevoir.com

6 JOURS SEULEMENT • 9h30 à 17h00

Vendredi et Samedi 21 et 22 octobre • ALT Hôtel Quartier DIX30, 6500 Boul. de Rome, Brossard

Lundi 24 octobre • Hôtel Ruby Foo's, 7655 Boul. Décarie, Montréal

Mardi 25 octobre • Hôtel Universel, 5000 Rue Sherbrooke Est, Montréal

Mercredi 26 octobre • Auberge Royal Versailles, 7200 Rue Sherbrooke Est, Montréal

Jeudi 27 octobre • Légion Royale Canadienne, 7771 rue Bouvier, Ville Lasalle

RECHERCHONS

OBJETS DE VALEUR OU DE COLLECTION

RÉCOMPENSE: LE MEILLEUR PRIX SUR LE MARCHÉ

Vos vieilleries pourraient vous valoir une petite fortune... • NOUS NOUS DÉPLAÇONS POUR LES GRANDES COLLECTIONS

BIJOUX *OR - ARGENT - PLATINE*

Nous achetons tous types de bijoux avec ou sans diamants

Bracelets, breloques, bagues, alliances, bracelets tennis, boucles d'oreilles, bijoux anciens, colliers, chaînes, broches, épingles, étuis à cigarettes, dents en or, chaînes de montre de poche et tous genres de résidus d'or.

Notez : Nous achetons également les bijoux brisés.



Profitez de la montée du prix de l'or!
Nous payons plus que nos compétiteurs



Pièce d'or pure « Maple Leaf ou once d'or »
payons 95% de la valeur du marché du jour.

MONNAIE ET PAPIER MONNAIE

Nous achetons toutes pièces de monnaie dont:

MONNAIE DU CANADA

5¢	1858	*15,00\$ et plus
5¢	1921	*4 000,00\$ et plus
25¢	1935 en papier	*900,00\$ et plus
100\$	1935 en papier	*350,00\$ et plus
1000\$	1935-37 en papier	*1 500,00\$ et plus
Set	1967	*735,00\$

Avec pièce 20\$ en or



MONNAIE EN OR DU CANADA
1976 à 1986 (22K) *700,00\$ et plus

MONNAIE EN OR DES ÉTATS-UNIS

1\$ et 2 1/2\$	*100,00\$ et plus
3\$	*900,00\$ et plus
5\$, 10\$, 20\$	*175,00\$ à 1200,00\$ et plus

MONNAIE OLYMPIQUE (1976)
5\$ - 10\$ Payons 3 fois la valeur nominale

MONNAIE ÉTRANGÈRE
Meilleur prix pour tous billets et monnaies du monde.



** Prix variant selon la condition des pièces et le prix du marché QUOTIDIEN.*

Nous sommes acheteurs de toutes pièces de monnaie canadienne de 10¢/25¢/50¢ et de 1\$ avant 1968 au prix du marché du jour.

TABLEAUX

NOUVEAU SERVICE GRATUIT D'ÉVALUATION

Envoyez-nous par e-mail les photos et la signature de vos tableaux et nous vous transmettrons avec courtoisie une opinion professionnelle sur la valeur de ceux-ci.

Claude Tousignant	Fernand Toupin	Marc-Aurèle Fortin
Fernand Leduc	Lise Gervais	Tex Lecor
Alfred Pelland	Rita Letendre	Albert Rousseau
Jean-Philippe Dallaire	Miyuki Tanobe	Claude Le Sauteur
Jean-Paul Lemieux	Léo Ayotte	Bruno Côté
Pierre Gauvreau	Normand Hudon	Clarence Gagnon

Et autres...



MONTRES

Nous achetons toutes montres de qualité.

Rolux Prince 18K	*5 000,00\$ et plus
Patek Philippe	*1 500,00\$ et plus
Vacheron Constantin	*500,00\$ et plus

** Prix établi en fonction de la condition de la montre.*



OBJETS DE COLLECTION

Argentier : Services à thé, plateaux, vases, services de table, etc. (*en argent seulement*)

Bandes dessinées : Tintin, Marvel (anglais) et autres français • publiés avant 1980 •

Bronzes : Traditionnel ou moderne, Canadien ou Européen.

Cartes postales • avant 1930 •

Crayons, plumes fontaine, bijoux mode • avant 1950 •

Jouets anciens ou de collection : Poupées, autos, camions, soldats de plomb, jeux, jouets à thèmes, trains électriques, etc.

Objets d'art décoratif : Tiffany, Fabergé, Moorcroft, Rosenthal, Sèvres, Dresden.

Timbres : Collection avancée seulement.

Vases : Gallé, Baccarat, Lalique, Daum, Nancy, Verre français, Devez, Muller, Argental, etc.

Affiches de cinéma (*avec no. NSS*) - Vieux briquets - Collections de vins anciens - Documents historiques - Boîtes musicales
Instruments de musique anciens - Armes anciennes avant 1900 - Artefacts - Cristal - Vieilles photos de paysages - Machines à Coke - Jukeboxes - Horloges antiques
Livres anciens avant 1860 (*pas de livres religieux ou scolaires*) - Anciennes enveloppes avant 1920 - Tout autre objet de collection



DIAMANTS

Nous achetons des diamants de 50 points et plus.



Nous payons le meilleur prix sur le marché.

OBJETS MILITAIRES

Croix de mort décernée à un Canadien, payons 100,00\$ et plus.



Médailles, badges, uniformes, équipements, etc...

CARTES SPORTIVES

* Football, hockey, baseball ou tout autre objet sportif - avant 1980 - (*Bobby Orr recrue, payons de 200\$ à 1200\$*)

* Nous achetons également les cartes non-sportives



Plus de **30** ans d'expérience

© MTM International

Si c'est vieux, inhabituel, inusité, rare... Nous sommes intéressés à l'acheter!

NOUS ESTIMONS SUR PLACE ET PAYONS COMPTANT SUR-LE-CHAMP!

Nous offrons également un service de consignation pour nos encans.

Envoyez-nous vos photos pour une offre à mtminternational@bellnet.ca

www.mtminternational.ca

1 800 TIMBRES • 1 800 MONNAIE • 514 527-1526 • Téléc.: 514 527-6168

1 800 846-2737

1 800 666-6243

Place d'affaires: 1878 Ste-Catherine Est, Montréal



ACTUALITÉS

Québec pourrait réduire de moitié le budget des commissions scolaires

LISA-MARIE GERVAIS

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a dit vouloir revoir la structure des commissions scolaires et donner plus de pouvoir aux directions d'école. Selon ce qu'a appris Radio-Canada, elle aurait annoncé son intention de réduire de moitié d'ici trois ans le budget administratif des commissions scolaires, soit 100 millions par année pour arriver, à terme, à 271 millions. «Le statu quo n'est plus possible», a déclaré la ministre Beauchamp.

Elle souhaite restructurer les commissions scolaires en «coops de services», des répartiteurs de services, comme des professionnels, par exemple. «C'est un endroit où j'ai des services en commun que je peux aller prendre parce que je suis une école qui a tel ou tel besoin», a indiqué la ministre.



Line Beauchamp veut donner plus de pouvoir aux écoles.

Toutefois, même si le but est de faire des écoles les «maîtres du jeu», l'argent économisé de la restructuration ne leur serait pas automatiquement transféré. Les écoles devront faire approuver leur demande et procéder à des redditions de compte. «Il arrive qu'on garde un certain pour-

centage d'un budget et qu'on dise: «ce pourcentage sera redistribué à ceux qui atteignent les objectifs fixés», a ajouté la ministre.

L'abolition des commissions scolaires est une idée prônée par la Coalition pour l'avenir du Québec dirigée par François Legault. Au cabinet de la ministre,

on prétend que cette question est discutée depuis longtemps. Elle devra d'ailleurs être débattue au congrès du Parti libéral en fin de semaine.

Comme ce fut le cas lors de récentes coupes dans son budget administratif, la Fédération des commissions scolaires du Québec (FSCQ) est demeurée plutôt discrète sur le sujet. «À la Fédération, on a annoncé à la fin du mois d'août qu'on préparait un plan d'action pour revoir la gestion et la gouvernance des commissions scolaires. Ça va être dévoilé d'ici la fin d'octobre et on ne veut pas commenter avant», a dit Caroline Lemieux, porte-parole de la FSCQ. En août dernier, la Fédération avait annoncé qu'elle allait effectuer un virage à 180 degrés et accepter de se serrer la ceinture.

Le Devoir

Montréal regroupe ses approvisionnements

JEANNE CORRIVEAU

Après les services d'embauche, c'est au tour des services de l'approvisionnement à la Ville de Montréal de faire l'objet d'un regroupement. L'administration de Gerald Tremblay affirme que cette opération pourrait générer des économies pouvant atteindre 40 millions de dollars d'ici la fin de 2015.

Chaque année, les achats effectués par l'ensemble des services de la ville centre et des 19 arrondissements totalisent 1,5 milliard. À l'heure actuelle, plus de 850 personnes à la Ville sont habilitées à remplir des bons de commande.

Estimant que cet éparpillement nuit à une gestion efficace des inventaires et ne permet pas de profiter des économies découlant d'achats groupés, le comité exécutif a entériné, mercredi, l'adoption d'une nouvelle politique d'approvisionnement. Il s'agit là d'une question de «bonne gestion des fonds publics», a fait valoir hier le président du comité exécutif, Michael Applebaum.

Cette politique entrera en vigueur lorsque le conseil municipal l'aura entérinée. La Ville évalue qu'elle pourrait réaliser des économies de 3,25 à 5,75 millions à compter de 2012, économies qui augmenteraient graduellement jusqu'à atteindre

plus de 12 millions en 2015, pour un total de 30 à 40 millions en quatre ans.

Le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron, est loin d'être convaincu que ce regroupement sera aussi avantageux que le laisse entendre l'administration Tremblay. En mai dernier, son parti avait voté contre la création d'un guichet unique pour l'embauche et les élus de Projet Montréal comptent faire de même lundi prochain lorsque le conseil municipal devra se prononcer sur le projet touchant l'approvisionnement.

Les économies invoquées pour justifier ce regroupement n'impressionnent pas le chef de la

deuxième opposition, qui rappelle que les fusions municipales devaient elles aussi générer des économies d'échelle. À titre d'exemple, il cite le cas du contrat de téléphonie centralisée qui, en matière de gestion administrative, est loin d'avoir donné des résultats probants, selon lui.

Les achats étant déjà regroupés dans les arrondissements de l'ex-ville de Montréal, les changements affecteront essentiellement les arrondissements des ex-villes de banlieue, a indiqué M. Bergeron, qui s'attend à ce que des élus d'Union Montréal s'opposent au projet.

Le Devoir

EN BREF

Procès Gatti: la juge délibère

Le procès au civil qui opposait la veuve du boxeur Arturo Gatti à sa famille afin de déterminer qui héritera de la fortune du défunt s'est conclu hier à Montréal. L'avocat représentant Amanda Rodrigues, la veuve d'Arturo Gatti, a plaidé que sa cliente devrait recevoir la totalité de l'héritage puisque le dernier testament signé par le boxeur la désigne comme seule héritière. La famille Gatti avance qu'Amanda Rodrigues a fait pression sur son époux pour qu'il signe le testament de 2009. Elle devrait être déclarée inadmissible à l'héritage, plaide son avocat. Avant de prendre la cause en délibéré, la juge Claudine Roy a demandé aux deux parties comment l'héritage devait être divisé si les deux testaments étaient invalidés. La juge Roy devra revoir le témoignage de 30 témoins et étudier la jurisprudence. Elle dispose de six mois pour se prononcer. — La Presse canadienne

Le procès Shafia commence

Kingston — Quelques jours seulement après la découverte des corps de quatre femmes de la famille Shafia, le père maintenant accusé de leur meurtre affirmait que «rien n'est plus précieux que notre honneur», selon un enregistrement présenté hier en preuve. Tooba Mohammad Yahya, 41 ans, son mari Mohammad Shafia, 58 ans, et leur fils, Hamed Mohammad Shafia, 20 ans, font tous face à quatre accusations de meurtre prémédité. Les trois sœurs adolescentes Shafia — Zainab, 19 ans, Sahari, 17 ans, et Geeti, 13 ans — ainsi que la première épouse de Mohammad Shafia, Rona Amir Mohammad, 50 ans, avaient été retrouvées mortes dans une voiture submergée découverte le 30 juin 2009 dans l'écluse de Kingston Mills. Deux thèses s'affrontent dans ce procès: celle de l'accident véritable, comme le soutiennent les accusés, et celle de l'accident simulé pour camoufler un «crime d'honneur». Le procès devrait durer de deux à trois mois. Le procureur de la Couronne, Gérard Laarhuis, a annoncé qu'il avait potentiellement 57 témoins à appeler à la barre. — La Presse canadienne

Transports collectifs: Québec veut du temps

ISABELLE PORTER

Québec — Le nouveau ministre des Transports, Pierre Moreau, a fait savoir hier qu'il voulait se donner du temps pour revoir sa stratégie en transport en commun. En attendant, il reconduira l'aide de 130 millions de dollars accordée depuis cinq ans aux sociétés de transport.

«2012 sera une année de transition», a annoncé le nouveau ministre lors d'un discours devant l'Association du transport urbain du Québec (ATUQ), le premier d'importance sur le sujet depuis sa nomination aux Transports.

Lancée en 2006, la Politique québécoise du transport collectif tombe à échéance le 31 décembre et le gouvernement veut se donner le temps d'en concevoir une nouvelle plus «globale», a expliqué le ministre, qui a aussi promis de tenir des consultations au cours des prochains mois.

En attendant, le montant de 130 millions alloué ces cinq dernières années aux neuf sociétés de transport sera maintenu en 2012, a-t-il promis en faisant miroiter davantage pour les années à venir. «Sur le plan du financement, la nouvelle politique ne devra pas faire moins que l'actuelle. Notre objectif est de faire plus, autrement, et de faire mieux», a-t-il déclaré.

Financée à partir du Fonds vert, l'aide de 130 millions a permis jusqu'à présent aux sociétés de transport d'améliorer leur service par l'ajout de parcours et une meilleure fréquence des passages, notamment. Le gouvernement estime d'ailleurs avoir dépassé ses objectifs d'augmenter de 8 % l'utilisation des transports en commun et l'offre de 16 %. En 2009, soit à mi-parcours, la Politique du transport

collectif avait permis une hausse de 20 % de l'offre et de 6 % de l'achalandage, a souligné le ministre.

Mais il reste beaucoup à faire. «Malgré l'atteinte des objectifs de la Politique, des problèmes de mobilité perdurent. [...] Les conditions de circulation demeurent problématiques dans les grandes villes», a-t-il ajouté en parlant de Montréal surtout et de Québec et de l'Outaouais à un moindre degré.

En lisant entre les lignes du discours d'hier, on pouvait déduire que la future Politique miserait notamment sur une réduction de la place de l'automobile en ville. «En milieu urbain, la réduction des émissions [de gaz à effet de serre] passe par la modification de nos habitudes de déplacement, soit une utilisation accrue du transport en commun et un accroissement des déplacements en mode actifs», a-t-il dit.

Les automobilistes devront contribuer

Ravi du renouvellement de l'enveloppe de 130 millions, le président de l'ATUQ, Jean-Jacques Beldi, a reconnu que cela ne règle en rien les besoins d'investissements à grande échelle dans le réseau (à Montréal seulement, ils dépasseraient les 30 milliards). Pour financer cela, le gouvernement n'aura pas le choix de piger dans la poche des automobilistes, selon lui. «C'est sûr que le gouvernement ne peut pas répondre à tout ça. Chaque fois qu'on veut augmenter la taxe sur l'essence d'un cent, tout le monde crie au meurtre, mais si vous ne roulez pas tant que ça, ça revient à 35 \$ par année, a-t-il dit. Il faut que ce soit mieux vendu, cette affaire-là.»

Le Devoir

Rencontre sur la persévérance scolaire

L'incontournable évaluation

LISA-MARIE GERVAIS

Si les Québécois sont champions des bonnes idées pour contrer le décrochage, ils ne réussissent pas toujours à les implanter efficacement. Pour qu'elles ratent moins la cible, elles devraient être plus systématiquement évaluées, a soutenu le professeur en psychopédagogie à l'Université de Montréal, Michel Janosz, dans le cadre des 2^{es} Rencontres sur la persévérance scolaire. «Mais personne n'aime ça s'autoflageller. S'autoévaluer, ce n'est pas le fun.»

Pourtant, c'est la seule façon de mesurer l'efficacité, croit-il. «L'idée, c'est de documenter ce qu'on fait, de vérifier si on fait bien ce qu'on a planifié et être capable de voir si on atteint les objectifs. Si on ne le fait pas, on reste dans une impression d'efficacité», a dit M. Janosz, directeur du Groupe de recherche sur les environnements scolaires (GRES).

Le sociologue Michel Peron, président du comité organisateur du colloque, a d'ailleurs souligné en conférence de fermeture que «favoriser une culture de l'évaluation» devait être parmi les priorités. Directrice adjointe à la commission scolaire des Samares, Sylvie Anctil a travaillé à mettre en œuvre le programme PARER, un projet de mentorat implanté dans des écoles en milieu défavorisé, qui s'inspire de la méthode états-unienne «check and connect». Sans un «monitorage» et un suivi serré des objectifs, l'initiative n'aurait jamais donné des résultats aussi satisfaisants, note-t-elle. «On regardait de façon hebdomadaire chaque critère, par exemple si l'absentéisme avait diminué, et ça nous permettait de relancer l'élève dans le défi qu'il s'était fixé», a-t-elle expliqué.

Michel Janosz reconnaît néanmoins que l'idée d'évaluer les pratiques fait son chemin. Lui qui a livré une évaluation, d'ailleurs très critique, de la stratégie d'intervention Agir autrement (SIAA), mise en place dans les écoles secondaires des milieux défavorisés, admet que cela n'aurait pas été possible il y a dix ans. «J'aurais été lapidé sur la place publique! Mais je sens maintenant une attitude favorable», a-t-il remarqué.

Un institut national? Pour l'instant, l'efficacité des actions est variable parce que l'accès aux ressources, l'argent comme la recherche, n'est pas la même partout sur le territoire. «Les ressources sont concentrées dans des poches. On n'est pas assez nombreux au Québec et on n'a pas la capacité scientifique d'un

pays comme les États-Unis, qui ont tout un bassin d'experts et de chercheurs, a-t-il souligné. Ça nous prend absolument un espace national.»

Il a dit plancher, avec d'autres, sur un institut national qui ferait de la recherche très ciblée. «Il y a actuellement un groupe de personnes qui travaillent à mettre en place une telle structure», a-t-il confirmé au Devoir. Mais ici, pas questions que les chercheurs travaillent tous seuls dans leur coin. «On va travailler avec les commissions scolaires, les profs, des gens d'affaires. On ne veut surtout pas quelque chose qui mette en péril la mobilisation qu'on a en ce moment», a assuré M. Janosz.

Pour que les bonnes idées ratent moins la cible, elles devraient être plus systématiquement évaluées

Anne Lessard, professeure au Département des études sur l'adaptation scolaire et sociale à l'Université de Sherbrooke, applaudit ce genre d'initiative. «Ça fait vraiment une grande différence d'avoir la recherche qui vient nourrir les pratiques et soutenir une analyse réflexive qui permet aux gens de voir ce qui fonctionne ou pas», a-t-elle soutenu.

Du troc, mais pas de silos

Au cours des deux jours du congrès, certains consensus ont émané, notamment sur l'organisation en silos, qui est à proscrire, selon plusieurs, au profit de la concertation. D'autres ont souligné l'importance de la valorisation des enseignants, mais sans soulever la question de la rémunération, qui a été débattue récemment. Quelques «empêcheurs de tourner en rond» ont également été déplorés, comme le troc, qui n'existe plus entre les divers établissements. «Par exemple, l'école dit "je te prête mon gymnase et tu utilises ma bibliothèque". Maintenant, ces deux structures se facturent!», s'est étonnée la journaliste et rapporteuse au congrès, Monique Grégoire.

En plus de la ministre de l'Éducation, la clôture du colloque a su attirer le ministre de la Santé, Yves Bolduc, ainsi que le premier ministre, Jean Charest, qui a lancé un appel à la mobilisation de tous. Il a de nouveau insisté sur l'effort que doivent fournir les parents. «Mon père ne me faisait pas faire mes devoirs. Mais à tous les jours, il me demandait "as-tu fait tes devoirs?" Il s'intéressait à notre éducation. Déjà, si nous pouvions conscientiser les parents sur l'importance de manifester leur intérêt à l'éducation de leur enfant, ce serait beaucoup.»

Le Devoir

Soirée d'ouverture du colloque «Faire Corps»

21 octobre 2011 à 18h 30
Maison de la culture Côte des Neiges
5290, chemin de la Côte-des-Neiges

Mécanique quantique, histoire et spiritualité islamique

- Basarab Nicolescu, physicien, théoricien, chercheur honoraire au CNRS (Paris)
- Houria Abdelouahed, Phd. en psychanalyse, Maître de conférence à l'Université Paris-Diderot
- Christian Roy, Phd en histoire, Historien de la culture

Vont, à partir de leur champs respectifs, la mécanique quantique, la spiritualité islamique et l'histoire de l'Occident, explorer les effets d'ouverture du principe d'incertitude dans les divers champs du savoir.

Inaugurant ainsi le Colloque Faire Corps qui poursuivra cette réflexion les 22 et 23 octobre 2011. Le colloque abordera plusieurs autres disciplines à travers le principe d'incertitude, dont l'anthropologie, l'art, la philosophie et l'écologie.

Et, en prime, samedi 22, une préhistoire de la psychanalyse à travers Proust, de notre conférencier vedette Edward Bizub. Ainsi qu'un débat médecine, psychanalyse avec Dr Ghislain Devroede, chirurgien.

Infos et inscriptions sur:

www.colloquefairecorps.wizboosite.com

Soirée: 70\$ (étudiant 40\$), Colloque: 370\$ (étudiant 200\$)

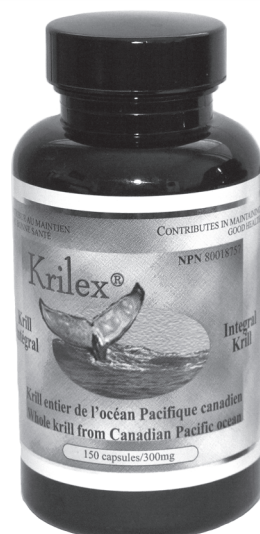
SOUTIEN ALIMENTAIRE PAR EXCELLENCE

Pourquoi s'offrir Krilex?

Krilex est du krill entier, cru et non dénaturé, lyophilisé au Québec et présenté en capsules végétales. Krilex fournit un cocktail d'ingrédients actifs homologués qui agissent en synergie sur le maintien d'une bonne santé. Krilex aide à combler les déficiences nutritionnelles, complète les repas et nous apporte une plus grande énergie. Krilex aide à maintenir l'intégrité des membranes cellulaires du cerveau et des organes vitaux. Consommer Krilex quotidiennement, c'est s'offrir un cadeau. Krilex un don de la Mer pour les êtres de la Terre.

TEXTE PUBLICITAIRE

Krilex

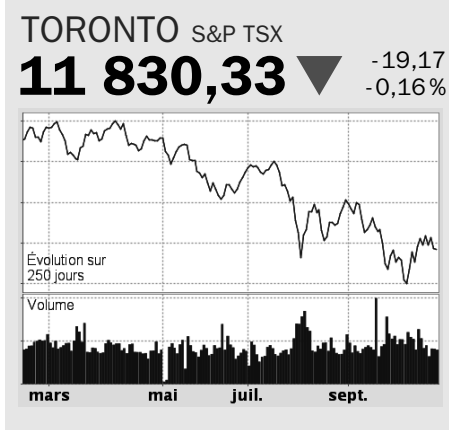


Voir témoignages

www.krilex.com

Pour plus d'information : Sans frais 1 888 733-9119 • 514 633-9119

LES MARCHÉS BOURSIERS



LES INDICES DE LA BOURSE DE TORONTO

Indice	Volume (000)	Fermeture	var. pts	var. %	Indice	Volume (000)	Fermeture	var. pts	var. %
S&P TSX	196 843	11 830,33	-19,17	-0,2	Matériaux	74 046	358,07	-2,19	-0,6
S&P TX20	78 662	601,45	-3,61	-0,6	Immobilier	2 846	194,03	+0,41	0,2
S&P TX60	108 657	675,06	-0,96	-0,1	Télécoms	3 135	99,82	+0,21	0,2
S&P TX60 Cap.	108 657	746,49	-1,05	-0,1	Serv. collect.	2 531	226,50	-0,80	-0,4
Cons. de base	2 887	203,85	+1,15	0,6	Métaux/minerais	16 719	930,90	-0,60	-0,1
Cons. discrét.	7 871	82,87	+0,01	0,0					
Énergie	51 609	263,58	-0,41	-0,2					
Finance	21 839	169,76	+0,21	0,1					
Aurifère	57 785	369,96	-3,89	-1,0					
Santé	531	52,97	-0,60	-1,1					
Tech. de l'info	3 404	26,07	-0,26	-1,0					
Industrie	16 345	100,42	+0,11	0,1					

TSX CROISSANCE

Indice	Volume (000)	Fermeture	var. pts	var. %
TSX Venture	70 722	1 512,79	-13,03	-0,9

Consultez toutes les cotes boursières sur www.vmdconseil.ca

HIER À LA BOURSE: La Bourse de Toronto a clôturé sans grand changement après que l'Allemagne et la France eurent réclamé la tenue d'un deuxième sommet d'urgence sur la crise de la dette européenne, la semaine prochaine. À Wall Street, les marchés ont dans l'ensemble clôturé en hausse.

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (\$)	Variation (%)	Volume (000)	52 semaines bas	52 semaines haut
-------	---------	-----------	----------------	---------------	--------------	-----------------	------------------

CONSOMMATION DISCRÉTIONNAIRE ET DE BASE

▲ Allim. Couche-Tard	ATD.B	30,95	0,77	2,55	360	22,62	31,16
Astral Media	ACM.A	35,28	-0,17	-0,48	27	31,00	42,80
Canadian Tire	CTC.A	58,41	0,23	0,40	88	51,80	68,93
Cogeco	CCA	48,40	-0,40	-0,82	59	37,75	49,90
Corus	CJR.B	19,83	0,10	0,51	267	18,51	23,78
Jean Coutu	PJC.A	12,39	0,00	0,00	117	8,90	12,72
Loblaws	L	38,69	0,19	0,49	212	34,51	43,73
Magna	MG	36,52	-0,28	-0,76	487	31,91	61,65
Metro	MRU.A	47,79	-0,13	-0,27	253	42,11	49,55
Quebecor	QBR.B	34,40	0,08	0,23	16	26,52	39,62
Rona	RON	9,31	0,06	0,65	122	9,21	15,40
▲ Saputo	SAP	41,00	0,50	1,23	223	35,80	49,05
▼ Shaw	SJR.B	20,60	-0,49	-2,32	605	19,10	23,50
Shoppers Drug Mart	SC	41,72	0,19	0,46	910	36,67	42,53
Tim Hortons	TH	49,69	0,17	0,34	319	37,60	51,23
▼ Transat A.T.	TRZ.B	6,19	-0,10	-1,59	50	5,56	19,97
▲ Yellow Media	YLO	0,22	0,00	2,33	3 753	0,12	6,46

ÉNERGIE

▼ Cameco	CCO	19,91	-0,61	-2,97	2 333	17,61	44,28
Canadian Natural	CNQ	32,43	-0,14	-0,43	2 590	27,25	50,50
▲ Canadian Oil Sands	COS	22,01	0,22	1,01	1 042	18,17	33,94
Enbridge	ENB	35,05	0,31	0,89	1 681	27,04	35,11
EnCana	CNA	20,44	-0,11	-0,54	2 481	18,71	34,25
Enerplus	ERF	27,17	-0,02	-0,07	341	23,00	32,83
▼ Nexen	NXY	16,46	-0,32	-1,91	1 125	14,75	27,11
Pengrowth Energy	PGF	10,09	-0,06	-0,59	717	8,48	13,96
Pétrolière Impériale	IMO	40,92	0,20	0,49	571	34,15	54,00
Suncor Energy	SU	29,90	-0,14	-0,47	4 879	23,97	47,27
Talisman Energy	TLM	13,76	0,04	0,29	12 275	11,34	24,82
TransCanada	TRP	43,59	0,19	0,44	2 109	35,49	43,72

FINANCIÈRES

B. CIBC	CM	74,88	-0,21	-0,28	769	67,32	85,56
B. de Montréal	BMO	58,87	0,38	0,65	1 943	55,02	63,94
B. Laurentienne	LB	43,75	-0,11	-0,25	28	38,62	55,87
B. Nationale	NA	70,46	0,40	0,57	890	63,80	81,98
B. Royale	RY	47,59	0,19	0,40	3 095	44,38	61,53
B. Scotia	BNS	51,67	-0,06	-0,12	2 869	49,01	61,28
B. TD	TD	73,72	0,33	0,45	1 814	68,55	86,82
Brookfield Asset	BAM.A	27,80	0,15	0,54	789	25,91	33,95
Cominar Real	CUF.UN	21,34	-0,05	-0,23	80	20,00	23,00
▼ Corp. Fin. Power	PWF	26,27	-0,34	-1,28	487	23,75	31,98
Fin. Manuvie	MFC	12,44	-0,07	-0,56	3 337	10,91	19,29
Fin. Sun Life	SLF	23,65	-0,20	-0,84	2 331	23,21	34,39
▼ Great-West Lifeco	GWO	21,24	-0,23	-1,07	379	19,32	27,85
Industrielle All.	IAG	30,62	-0,28	-0,91	100	28,20	42,02
Power Corporation	POW	24,25	0,02	0,08	506	20,90	29,50
▲ TMX	X	41,70	0,43	1,04	111	30,96	45,69

INDUSTRIELLES

▼ Air Canada	AC.B	1,37	-0,03	-2,14	298	1,18	4,09
▲ Bombardier	BBD.B	3,98	0,10	2,58	9 849	3,42	7,29
CAE	CAE	10,52	0,02	0,19	684	9,03	13,36
▲ Canadien Pacifique	CP	57,38	0,61	1,07	1 296	46,01	69,48
▼ Chemin de fer CN	CNR	73,88	-0,91	-1,22	755	63,53	78,08
SNC-Lavalin	SNC	47,17	0,39	0,83	188	38,51	63,23
Transcontinental	TCLA	11,79	0,05	0,43	47	9,96	17,25
▼ TransForce	TFI	10,71	-0,24	-2,19	257	9,76	16,00

MATÉRIAUX

▲ Agrium	AGU	75,68	1,28	1,72	841	63,93	98,02
▼ Barrick Gold	ABX	44,94	-0,74	-1,62	4 046	42,06	55,99
Goldcorp	G	45,01	-0,33	-0,73	2 666	38,99	55,93
Kinross Gold	K	13,77	-0,03	-0,22	4 663	13,53	19,77
▼ Mines Agnico-Eagle	AEM	44,30	-3,05	-6,44	2 858	44,30	88,52
Potash	POT	49,08	0,22	0,45	2 372	41,99	63,19
Teck Resources	TCK.B	34,16	0,04	0,12	2 431	27,39	64,62

SERVICES PUBLICS

Fortis	FTS	33,42	0,11	0,33	257	28,24	35,45
TransAlta	TA	22,07	-0,07	-0,32	656	19,45	23,42

TECHNOLOGIE

CGI	GIB.A	19,30	-0,13	-0,67	620	15,33	24,30
Research In Motion	RIM	22,61	-0,17	-0,75	1 162	20,50	69,30

TÉLÉCOMMUNICATIONS

BCE	BCE	39,44	-0,08	-0,20	1 324	32,64	39,87
Bell Alliant	BA	28,03	0,23	0,83	155	25,21	29,19
Rogers	RCL.B	36,21	-0,19	-0,52	841	33,29	41,64
Telus	T	55,15	0,38	0,69	592	44,05	55,15

FONDS NÉGOCIÉS EN BOURSE

iShares DEX	XBB	30,84	0,02	0,06	98	29,19	31,42
▼ iShares MSCI	XEM	21,70	-0,48	-2,16	33	20,10	27,53
iShares MSCI EMU	EZU	29,59	-0,12	-0,40	118	25,57	42,22
iShares S&P 500	XSP	13,95	0,08	0,58	197	12,31	15,77
iShares S&P/TSX	XIC	18,65	-0,04	-0,21	94	17,10	22,61



INDICES QUÉBÉCOIS

Indice	Fermeture	var. pts	var. %
INDICE QUÉBEC IQ30	1272,65	+2,81	+0,22
INDICE QUÉBEC IQ120	1325,74	+0,70	+0,05

LES PLUS ACTIFS DE LA BOURSE DE TORONTO

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (\$)	Variation (%)	Volume (000)	52 semaines bas	52 semaines haut
Talisman Energy	TLM	13,76	0,04	0,29	12 275	11,34	24,82
Anvil Mining	AVM	7,77	0,11	1,44	5 384	3,91	7,77
Suncor Energy	SU	29,90	-0,14	-0,47	4 879	23,97	47,27
Kinross Gold	K	13,77	-0,03	-0,22	4 663	13,53	19,77
Ossisko Mining	OSK	11,45	0,07	0,62	4 407	11,32	16,39
Barrick Gold	ABX	44,94	-0,74	-1,62	4 046	42,06	55,99
iShares S&P/TSX	XIU	16,95	-0,03	-0,18	3 898	15,61	20,71
Yamana Gold	YRI	14,27	-0,22	-1,52	3 827	10,76	17,39
Fin. Manuvie	MFC	12,44	-0,07	-0,56	3 337	10,91	19,29
B. Royale	RY	47,59	0,19	0,40	3 095	44,38	61,53

LES GAGNANTS EN %

IntelliPharmaCeutics	I	3,48	0,54	18,37	6	2,21	6,05
PowerShares DB	DGJ	5,50	0,68	14,11	1	3,71	9,60
Gazit America	GAA	4,96	0,46	10,22	0	4,27	7,50
Burcon	BU	7,88	0,68	9,44	37	5,61	11,87
Gennum	GND	6,89	0,59	9,37	10	5,62	8,44
Aastra	AAH	14,49	1,14	8,54	34	13,17	25,45
Horizons BetaPro	HKD	15,22	1,12	7,94	35	7,77	16,23
Evertz	ET	12,71	0,81	6,81	33	11,21	19,88
Claymore Oil	CLO.A	14,78	0,86	6,18	1	12,10	22,92
Middlefield	OCF	5,50	0,32	6,18	5	4,85	6,30

LES PERDANTS EN %

Discovery Air	DAA	4,05	-0,39	-8,78	3	2,50	5,50
Horizons BetaPro	HKU	8,45	-0,81	-8,75	428	8,23	21,71
ZLC Composites	ZCL	3,16	-0,23	-6,78	2	2,67	3,74
BMO Base Metals	ZCB	10,83	-0,76	-6,56	1	10,83	16,18
Horizons BetaPro	HUK	6,47	-0,45	-6,50	1	6,47	9,99
Mines Agnico-Eagle	AEM	44,30	-3,05	-6,44	2 858	44,30	88,52
Centamin Egypt	CEE	1,60	-0,11	-6,43	928	1,42	3,28
Transition	TTH	1,63	-0,11	-6,32	2	1,50	5,28
Mines Management	MGT	1,63	-0,11	-6,32	2	1,44	4,29
Winstar Resources	WIX	2,40	-0,15	-5,88</			

ÉCONOMIE

Conference Board

La récession épargnera l'Amérique du Nord, si l'Europe évite la débâcle

GÉRARD BÉRUBÉ

Le Canada et les États-Unis ne replongeront pas en récession, croit le Conference Board. La croissance sera cependant modeste pour ne s'accroître qu'en 2013. Cela vaut si les gouvernements, américain mais surtout européens, adoptent les politiques nécessaires pour éviter un autre effondrement.

Pedro Antunes, directeur, Prévisions nationales et provinciales, croise les doigts. Pour l'économiste du Conference Board du Canada, les paris sont ouverts à savoir si le monde sera frappé d'une autre crise financière. Sur ce point, il se dit plutôt inquiet. «Les prévisions restent marquées par un risque exceptionnel», peut-on lire dans la note de conjoncture automnale de l'organisme de réflexion.

Dans ses nouvelles prévisions, le Conference Board présume que «les gouvernements américain et européens adopteront les politiques nécessaires pour éviter un autre effondrement». Sur cette prémisse, l'économiste estime que les États-Unis et le Canada échapperont à une nouvelle récession. Mais la croissance attendue sera modeste cette année et en 2012. «La volatilité persistante du marché boursier et des prix des commodités de base nous rappelle à quel point l'économie américaine, et mondiale en général, restent fragiles. Même si les perturbations ne devraient pas aller jusqu'à faire dérailler le processus de redressement à l'échelle mondiale, la croissance a quand même nettement ralenti ces derniers trimestres.»

Le Canada en meilleure posture

Pedro Antunes retient que la demande intérieure est suffisamment solide pour permettre à l'économie canadienne de résister à l'instabilité qui règne. «L'économie domestique du Canada est en bien meilleure posture que bon nombre d'économies développées. L'emploi a rattrapé le retard qu'il accusait pendant la récession, les marchés de l'habitation sont équilibrés et l'investissement des entreprises s'est intensifié à un rythme surprenant depuis les 18 derniers mois. Cependant, des perspectives plus moroses aux États-Unis assombrissent le tableau pour le Canada aussi, qui n'est pas non plus à l'abri du climat économique encore plus incertain qui règne en Europe.»

Selon ses projections, le PIB canadien devrait croître de 2,1 % cette année et de 2,4 % l'an prochain, ces cibles apparaissant parmi les plus optimistes chez les prévisionnistes. «Les prix toujours soutenus des commodités de base favoriseront une augmentation des investissements et de la production dans le secteur des ressources. Les dépenses des ménages profiteront de taux de financement au plus bas et de gains stables sur le plan de l'emploi. Mais pour la première fois depuis 1997, les dépenses publiques freineront l'économie en 2012, en raison d'une brusque diminution des investissements dans les infrastructures et de coupes dans d'autres services publics.» L'économiste parle d'une accélération en 2013, avec une progression du PIB de 3,3 %. Cet environnement devrait permettre au taux de chômage de passer de 7,3 % à 6,3 % dans l'intervalle.

Pour les États-Unis, les prévisions de l'organisme sont revues à la baisse, avec une croissance du PIB en 2011 ramenée sous les 2 %.

Le Devoir

EN BREF

Les prestataires d'assurance-emploi plus nombreux en août

Ottawa — Le nombre de Canadiens ayant touché des prestations ordinaires d'assurance-emploi a grimpé de 6,6% en août pour atteindre 568 600, a indiqué hier Statistique Canada. Les prestataires ont été plus nombreux dans toutes les provinces. Le nombre de nouvelles demandes et de renouvellement de prestations a progressé pour un deuxième mois consécutif, gagnant 4,4% à 255 600 en août, a précisé l'agence gouvernementale. La plus importante hausse du nombre de demandes en pourcentage a été observée au Québec une progression de 23,6%, tandis que celle de Terre-Neuve-et-Labrador a grimpé de 19,8%. La plus importante progression du nombre de prestataires en août a été observée au Manitoba (14,1 %), mais des hausses marquées ont aussi eu lieu en Ontario (8,2%) et au Québec (6,4%). — *La Presse canadienne*

La Scotia investit un milliard dans une banque colombienne

Toronto — La Banque Scotia déboursa environ 1 milliard \$ US en argent et en actions pour acquérir une participation de 51 % dans une banque de détail colombienne. La banque canadienne la plus présente sur les marchés internationaux a indiqué hier qu'elle prévoyait intégrer ses propres activités bancaires de gros en Colombie au sein de la Banco Colpatria. Banco Colpatria est le cinquième plus grand groupe financier de la Colombie, avec un réseau de 175 succursales et 308 guichets automatiques. — *La Presse canadienne*

Crise de la dette

Des divergences grandissantes forcent la zone euro à repousser ses décisions

Angela Merkel et Nicolas Sarkozy promettent une «réponse globale et ambitieuse»

AURÉLIE MAYEMBO

Bruxelles — Profondément divisée sur sa réponse à la crise de la dette, la zone euro a été contrainte hier de repousser ses décisions à la semaine prochaine et de planifier un nouveau sommet le 26 octobre, au risque de mécontenter le reste du monde qui exige des décisions rapides pour éviter la contagion.

Les dirigeants européens et ceux de l'Union monétaire doivent se retrouver dimanche à Bruxelles pour un sommet qui ambitionnait de mettre un coup d'arrêt à la crise de la dette qui dure depuis deux ans. L'idée était d'arriver avec une réponse solide pour la réunion du G20, qui se tiendra début novembre à Cannes.

Mais les ambitions ont dû être sévèrement revues à la baisse et le calendrier a été modifié face aux divergences grandissantes entre capitales. Le sommet de dimanche est bien maintenu, mais le président français Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel ont annoncé jeudi soir qu'ils prévoyaient un second sommet «au plus tard mercredi» prochain pour préparer une «réponse globale et ambitieuse».

Elle inclura le renforcement du Fonds de secours de la zone euro pour les pays en difficulté, le FESF, un plan de recapitalisation des banques européennes et un effort plus important que prévu des banques créancières de la Grèce pour réduire la dette du pays.

Signe des problèmes qui restent à surmonter, le chef de l'État français et la chancelière allemande comptent se retrouver en préambule demain soir à

Bruxelles, à la veille du sommet européen, après s'être déjà vus mercredi à Francfort. Paris et Berlin divergent encore sur le renforcement de la capacité d'intervention du FESF, qui était la principale avancée attendue dimanche. «Il n'y a pas d'accord en Europe» sur ce point, a indiqué une source gouvernementale allemande, alors que le premier ministre grec George Papandréou a mis en garde à Athènes contre l'absence de décision au sommet.

Divergence franco-allemande

L'augmentation de la force de frappe du FESF est jugée essentielle pour espérer enrayer la crise de la dette dans la zone euro, et empêcher qu'elle n'emporte des pays aussi importants que l'Italie ou l'Espagne. Doté aujourd'hui d'une capacité effective de prêts de 440 milliards d'euros, le FESF ne dispose pas d'une enveloppe suffisante pour faire face à une contagion de très grande ampleur.

D'où l'idée en discussion depuis des semaines de démultiplier sa puissance de feu via un «effet de levier», sans nouvelle garantie des États. Le scénario sur la table est de «multiplier par cinq» la capacité d'intervention du Fonds, a indiqué hier une source gouvernementale.

Problème: des divergences subsistent entre Paris et Berlin sur le choix de l'effet de levier, selon la même source. Berlin cherche à limiter l'augmentation de la capacité d'intervention du FESF. M. Schäuble a évoqué un montant de 1000 milliards d'euros (1398 milliards de dollars cana-

diens), selon la presse allemande, alors que d'autres scénarios sur la table évoquent un montant deux fois plus élevé.

Un autre différend porte sur les modalités. Paris a longtemps insisté pour accroître la force de frappe du FESF en le dotant d'une licence bancaire pour qu'il puisse emprunter en grande quantité auprès de la Banque centrale européenne (BCE).

Une option que Berlin et la BCE refusent au motif qu'elle violerait le traité de l'UE. Cette option n'est «plus sur la table», a affirmé le secrétaire d'État aux Finances allemand Steffen Kampeter. Une autre est privilégiée, passant par un système de garantie offerte aux investisseurs pour acheter de la dette publique de pays fragiles.

Un autre sujet délicat sur la table des discussions porte sur la contribution qui sera demandée aux banques créancières de la Grèce. Elles s'étaient engagées le 21 juillet à subir une perte de 21 % (décote) sur les titres qu'elles possèdent. L'effort pourrait être porté à 50 %, ce qui inquiète la France car cela risque de déclencher un défaut de paiement du pays avec des conséquences pour le secteur bancaire européen.

«Un défaut et une décote de la dette grecque sont à l'ordre du jour du sommet de dimanche», a déclaré hier le premier ministre slovaque Iveta Radicova. «Si le tsunami est incontrôlé, il nous renversera tous», a-t-elle averti.

Agence France-Presse



LOUISA GOULIAMAKI AFP

Des militants communistes et anarchistes se sont affrontés lors d'une manifestation anti-austérité.

Le Parlement grec adopte son plan d'austérité sur fond de violences

Un homme est décédé hier lors de la manifestation rassemblant 50 000 personnes

Athènes — Un manifestant est décédé hier à Athènes après de violents incidents qui ont éclaté en marge d'une manifestation anti-austérité et se poursuivaient dans la soirée, alors que le Parlement votait en faveur d'une nouvelle cure de rigueur rejetée par une population grecque à bout de nerfs.

Grâce aux seules voix de la majorité socialiste, le Parlement grec a finalement adopté hier soir par articles la nouvelle loi d'austérité contestée par l'opposition et dans la rue par les syndicats, sur fond de grève générale dans tout le pays.

Le premier ministre Georges Papandréou a salué ce vote dans une lettre lue par le président du Parlement, et annoncé la radiation du parti de la seule députée socialiste et ex-ministre du Travail, Louka Katseli, ayant marqué sa différence, en votant tous les articles sauf le 37, celui gelant les conventions collectives sectorielles dans les entreprises.

À la demande de l'opposition, un scrutin nominatif avait été organisé sur une vingtaine des articles de la loi les plus controversés, soit outre l'article 37, ceux prévoyant de nouvelles coupes salariales et le placement en chômage technique d'environ 30 000 personnes dans le secteur public.

Le quinquagénaire décédé, un syndicaliste communiste hospitalisé après avoir participé à une manifestation émaillée par des affrontements directs violents entre militants communistes et casseurs, a succombé à un arrêt cardiaque, a annoncé la direction de l'hôpital.

Contrairement à ce qu'avaient affirmé les médias grecs, il n'était pas blessé, mais a été admis à l'hôpital avec «un électrocardiogramme plat», a précisé ce communiqué. La justice a ouvert une enquête et nommé un procureur.

Après la confirmation du décès, le chef de l'opposition de droite, Antonis Samaras, a accusé le gouvernement d'avoir «perdu le contrôle de la situation». Une députée de la majorité socialiste a mis en cause l'absence de professionnalisme de la police grecque. Les services d'urgence ont fait état de 16 blessés dans des violents affrontements sur la place Syntagma, en face du Parlement, pendant l'après-midi.

Acte de vandalisme

Au total, plus de 50 000 personnes avaient défilé dans les rues d'Athènes hier, au lendemain d'une manifestation géante qui avait réuni plus de 70 000 personnes dans la capitale et 125 000 dans tout le pays, selon la police. Des incidents sporadiques se sont poursuivis dans la soirée dans le centre d'Athènes, et jusque dans le quartier touristique de Monastiraki.

Dans l'après-midi, des groupes mobiles de plusieurs dizaines de jeunes harcelaient la police et se livraient à des actes de vandalisme, incendiant des poubelles, lançant des cocktails Molotov et saccageant vitrines et mobilier urbain.

Les manifestants communistes avaient pourtant réussi à prendre le contrôle de la place Syntagma, repoussant les assauts des militants anar-

chistes qui leur lançaient des cocktails Molotov, selon une journaliste de l'AFP. En chantant «le peuple, le peuple, tu peux, tu peux, ne courbe pas l'échine», un groupe de plusieurs centaines de manifestants du syndicat communiste Pame portant des casques de moto avait avancé de front sur la place, en rangs serrés, bien décidés à ce que les jeunes casseurs ne perturbent pas le rassemblement.

Pendant la bataille rangée entre les deux camps à coups de lattes de bois et barres de fer, les forces de l'ordre, d'ordinaire très présentes dans les manifestations en Grèce, en retrait dans les rues adjacentes, envoyaient seulement quelques grenades assourdissantes ou de gaz lacrymogène pour tenter de disperser la foule.

L'annonce du décès a soulevé une vive émotion au Parlement pendant les débats sur la nouvelle loi de rigueur qui suscite la colère de la rue, alors que les doutes s'accroissent sur les chances de résoudre la crise de la dette grecque au niveau européen ce week-end.

«Il y a des doutes sérieux quant à savoir si nous déboucherons sur des décisions dimanche (...). Je tire la sonnette d'alarme contre de nouveaux ajournements», a déclaré en conseil des ministres le premier ministre, qui réclame de l'UE un règlement «décisif» de la crise de la dette qui bouscule son pays et la zone euro.

Agence France-Presse

ÉDITORIAL

Mort de Kadhafi

Le chien fou

Le colonel Mouammar Kadhafi est mort comme il a régenté la Libye: violemment. Quarante-deux ans durant, il aura été simultanément brutal, erratique, excentrique, bouffon colérique ayant eu une inclination prononcée et constante pour la destruction. À telle enseigne qu'il laisse la Libye aux prises avec des défis autrement plus complexes, et donc redoutables, qu'en Tunisie et en Égypte.



À u classement de la dictature, Kadhafi s'est toujours distingué de ses homologues par sa propension à accompagner la répression de ses concitoyens par la réalisation de coups sanglants à l'étranger, le proche comme le lointain. Lorsqu'il ne faisait pas exploser un Boeing au-dessus de l'Écosse, il envahissait le Tchad. Lorsqu'il n'invitait pas les brutes sanguinaires comme Charles Taylor à venir s'entraîner en sol libyen, il fournissait en armes et en argent les Brigades rouges italiennes ou les militants de l'IRA. À la différence d'un Ben Ali ou d'un Hosni Moubarak, il s'alimentait jour après jour aux sources de la mégalomanie la plus absolue qui soit. À preuve, le plus récent titre dont il s'était affublé: le roi des rois d'Afrique.

Question titre, celui auquel il fut le plus attaché tout au long de son règne est leader de la révolution. Libyenne? Non, mondiale. Parce qu'il avait écrit un livre vert qu'il présentait comme la troisième théorie entre le capitalisme et le socialisme, il estimait qu'il lui revenait le droit de commander la Libye, le Moyen-Orient, l'Afrique... D'où ces tentatives à répétition d'imposer le panarabisme et le panafricanisme aux dirigeants voisins en concevant un nombre imposant d'opérations tordues. À preuve (*his*), il a été acteur d'une douzaine de coups d'État sur le continent africain. Il était mégalomane et tout naturellement mythomane.

De toutes les nations africaines et arabes, la libyenne est bien évidemment celle à qui les tourments les plus virulents ont été infligés. Davantage que Moubarak ou Ben Ali, il a aiguisé jusqu'à l'obsession les différences ethniques qui, dans ce pays, sont plus nombreuses qu'ailleurs. Il y a les tribus berbères et les bédouines qui se subdivisent en clans concurrents. Des tribus et des clans qui, du moins pour certains d'entre eux, ont mis la main sur des arsenaux du colonel. Des tribus, surtout chez les Berbères, on insiste, qui veulent en découdre avec celles rattachées au Bédouin Kadhafi.

En plus d'avoir divisé, il s'est attaché à conjuguer la gestion du pays avec anarchie, avec chaos. Contrairement, encore là, à la Tunisie et à l'Égypte, il n'y a pas l'ombre d'une société civile. Pas de syndicat, pas d'administration publique, pas de corps pouvant assurer la sécurité des Libyens. Comme s'il avait décliné sur tous les tons et jour après jour l'adage suivant: après moi, le déluge.

Les conditions qui prévalent aujourd'hui se confondent tellement avec la fragilité qu'elles commandent une suite quelque peu contraire à celle souhaitée par les dirigeants du Conseil national de transition (CNT). Ces derniers ont annoncé qu'une Constitution serait rédigée d'ici neuf mois maximum et que des élections seraient tenues dix mois plus tard. Selon une analyse de l'ONU, le scénario du CNT, s'il devient réalité, va se conclure par un échec pouvant déboucher une autre guerre civile. En fait, l'héritage de Kadhafi étant à l'image du pays en lambeaux, il faut espérer que le CNT aura la sagesse d'observer les devoirs qu'impose le temps long de l'histoire.

Construction navale

What a nice day!

«**T**his is a very good day for Canada!» Telle a été la réaction de critique du NPD en matière d'industrie navale, Peter Stoffer, à l'annonce d'Ottawa d'exclure le Québec des 33 milliards de contrats octroyés pour les 30 prochaines années.

Malgré le fait qu'elle possède la plus grande cale sèche au pays, que ses nouveaux propriétaires ont les reins solides et l'appui indéfectible du gouvernement du Québec, Chantier Davie Canada devra donc tenter sa chance la prochaine fois, lors des appels d'offres pour la construction de plus petits navires dont la valeur totale ne dépassera pas 2 milliards.

Si cette très mauvaise nouvelle n'annonce pas encore la mort de la Davie, elle montre clairement le peu d'intérêt du gouvernement conservateur pour les questions d'équité régionale en dehors des campagnes électorales.

Pour éviter d'être accusé de favoritisme, Ottawa avait confié la sélection des deux chantiers maritimes qui seraient retenus à un comité d'experts indépendants. Sans contester le sérieux de ces experts, on est en droit de se demander pourquoi avoir divisé les 33 milliards de contrats entre deux chantiers et non trois.

Les conservateurs répondent vouloir créer une masse critique pour profiter d'une expertise à long terme. Bien, mais cela n'empêchait pas d'inclure le Québec puisque le programme prévoit la construction de plusieurs types de bâtiments: brise-glaces, navires scientifiques, patrouilleurs extracôtiers, bâtiments de soutien interarmées, frégates, destroyers...

À elle seule, la famille Irving de Nouvelle-Écosse, province du ministre de la Défense, recevra donc 25 milliards en contrats! Veut-on nous faire croire qu'un tel volume était indispensable pour atteindre une masse critique? En fait, l'ampleur de ce contrat est telle qu'il faudra importer de la main-d'œuvre des provinces voisines alors qu'à quelques centaines de kilomètres de là, à Lévis, les 1200 travailleurs de la Davie sont au chômage depuis la faillite du précédent propriétaire, et qu'ils comptaient sur cet engagement fédéral pour consolider leurs emplois.

La Davie a connu son lot de problèmes, ce qui n'a pas aidé, tout le monde en convient. Mais déjà, en 2008, Ottawa avait partagé un milliard en contrats de rénovation des frégates de la défense nationale entre les deux mêmes gagnants d'aujourd'hui, Halifax et Vancouver. Contrats accordés «au mérite», bien sûr!

Après le sauvetage milliardaire de l'industrie de l'auto ontarienne, l'appui inconditionnel et gênant aux projets pétroliers de l'Ouest, le soutien milliardaire à la construction d'une ligne de transport d'électricité dans les Maritimes et le refus de s'engager à ce que le Québec profite des retombées de la fabrication des futurs avions et hélicoptères de la défense, cette dernière décision fédérale vient confirmer l'impression que pour Ottawa, les affaires sont pour le Canada et la pérégrination pour le Québec.

Quant au NPD, les déclarations contradictoires de la chef par intérim, Nicole Turmel, et de son critique Stoffer nous indiquent que ce parti n'a pas encore compris que c'est au Québec qu'il a fait élire la majorité de ses députés. *And God save the Queen!*

j-rsanacon@ledevoir.com

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSEE BOILEAU

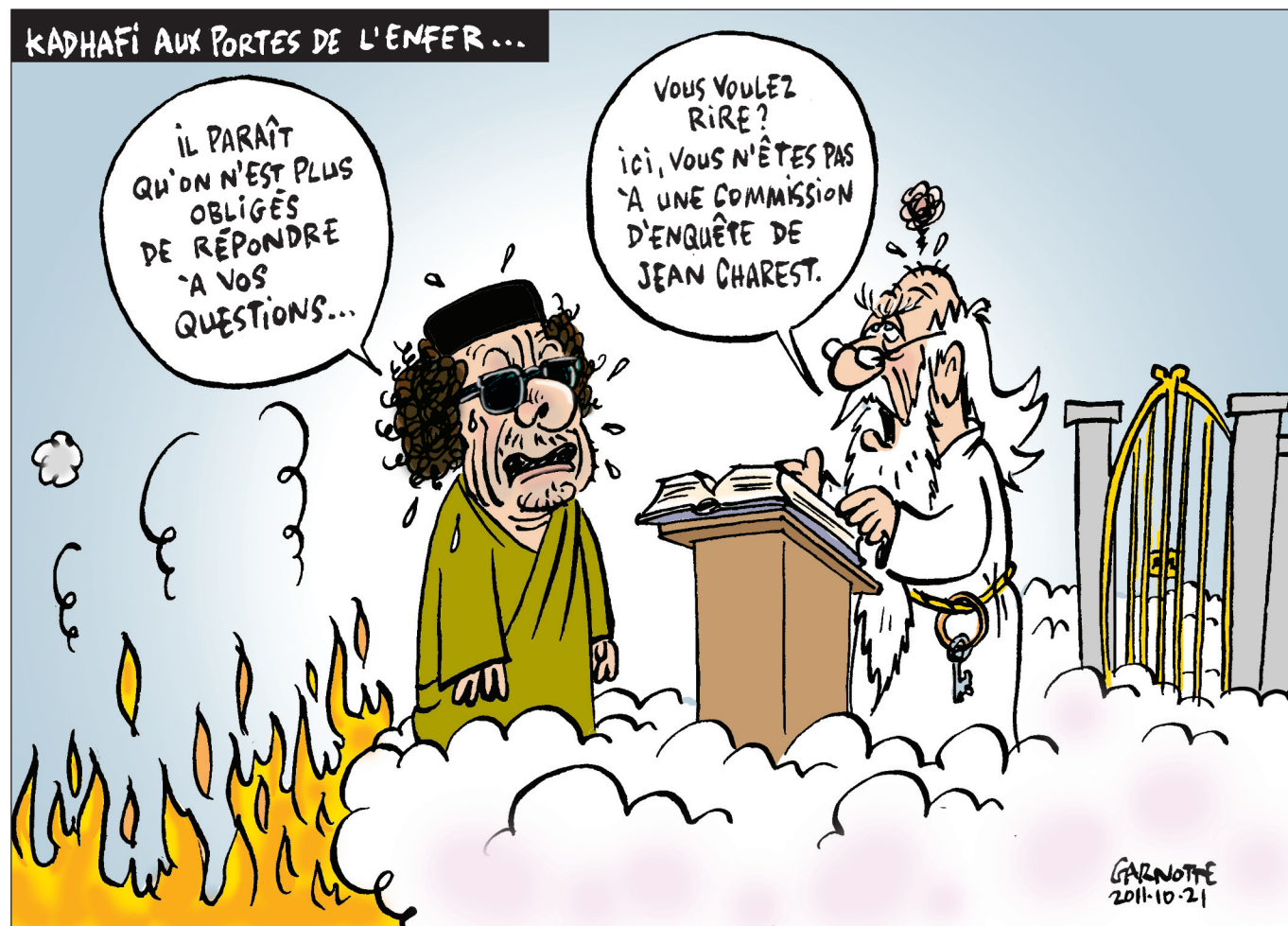
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



LETTRES

La désinvolture

Monsieur le Premier Ministre, Comment pouvez-vous regarder dans le miroir sans broncher? Comment osez-vous vous présenter devant nous en souriant de toutes vos dents? Comment pouvez-vous continuer à nous bernier tant de désinvolture? Votre commission d'enquête n'est qu'une deuxième «commission Duchesneau» qui nous coûtera encore beaucoup d'argent et, ô miracle, qui nous conduira au-delà de la prochaine élection provinciale. Comment pouvez-vous être uniquement le chef du Parti libéral et oublier que vous êtes le premier ministre de tous les Québécois? Je me demande si j'ai un recours quelconque contre un premier ministre qui me rend malade. Vous semez le cynisme à tous les vents. Mais vous ne semblez pas vous en préoccuper. Tout ce qui compte, semble-t-il, c'est votre réélection. C'est décourageant. J'ai mal et je crains fort que mon mal ne guérisse de sitôt. Est-ce que les militants libéraux qui se réuniront en fin de semaine m'apporteront un peu d'espoir? Ou continueront-ils à se taire, se satisfaisant de votre annonce d'une pseudo-enquête? Je souhaite qu'il leur reste un peu de fierté et de clairvoyance. C'est tout le Québec qui perd de sa crédibilité quand il est gouverné comme il l'est présentement.

Hélène Gaudreau
Longueuil, le 20 octobre 2011

Les sentiments des Québécois

Voilà comment sont récompensés les Québécois qui ont abandonné le Bloc pour se jeter dans les bras du NPD. Les chantiers maritimes Davie sont pratiquement condamnés à disparaître, le pont Champlain — quand il sera reconstruit — va nous coûter la peau des f... chaque fois qu'on voudra le traverser et le registre des armes à feu va être amputé d'une bonne partie de son contenu et de son utilité — bonne chance, messieurs et mesdames de la police. La situation se dégrade au point où d'anciens ministres fédéraux (MM. Olivier et Fortier; pour ne pas les nommer) s'insurgent publiquement contre le traitement fait au Québec. Voilà le salaire de nos bons sentiments.

André Daoust
Montréal, le 20 octobre 2011

Le désabusement

Messieurs nos premiers ministres, J'ai déjà écrit à certains d'entre vous pour les remercier, les féliciter, ou leur faire part de certaines suggestions. Mais jamais pour exprimer mon indignation. Ce soir, je ne suis pas qu'indigné, je suis outré, scandalisé, complètement déboussolé... et enragé! Harper, pourquoi ne pas avoir distribué, de gré à gré, après évaluation par vos fonctionnaires (il y en a sûrement des compé-

tents), cette manne incroyable parmi tous les constructeurs de bateaux du pays dans le plus grand intérêt de tous et dans la plus grande justice et la plus grande équité? Vous avez dépensé des millions pour expliquer vos calculs justificatifs d'une démarche que le gros bon sens aurait pu éviter et ainsi permettre une juste distribution des investissements. Bien sûr, vos fonctionnaires avaient prévu le genre d'indignation que j'exprime ce soir. Ils ont d'ailleurs pris beaucoup plus de temps à décliner une réplique à celle-ci qu'à expliquer leur choix.

Charest, là, vous vous surpassez! Je n'ai pas apprécié au plus haut point l'allusion à la patente à gosses que le PQ vous a prêtée d'avance. Mais après des années passées à réclamer cette commission d'enquête, j'osais espérer que vous n'auriez pas l'audace, que dis-je, l'arrogance de nous patenter une telle insulte. Mais je reconnais le personnage que je ne cesse d'observer, avec ses faux-fuyants, ses subterfuges, et ses patentes de toutes sortes. Ha, bien sûr, j'admire votre habileté, vous êtes un fin causeur, un inimitable «palabreur», un grand emberlificoteur...

Alors je suis fourbu, j'ai perdu le feu sacré, je n'ai plus envie de m'émerveiller, de m'étonner, de m'indigner devant la chose publique, ni d'aller voter!

Harper et Charest, finalement, c'est peut-être ce que vous désiriez en agissant ainsi... Vous avez gagné.

Georges de Passillé
Saint-Lambert, le 19 octobre 2011

LIBRE OPINION

Les sens d'une contestation multiforme

YOLANDE COHEN
Historienne à l'UQAM

Depuis un mois, des jeunes gens, pour la plupart diplômés et sous-employés, se sont donné le mot (par les médias sociaux, les pétitions en ligne et le tam-tam planétaire) pour protester contre les retraits de la finance (1%) qui ont spolié les 99% de la population. Bien des observateurs de ces premières semaines de camping urbain furent totalement décontenancés tant par la forme que par la nature de cette contestation.

Le *sit-in* dans un parc à Wall Street est emblématique des modes de vie et d'expression privilégiés par les manifestants, chacun à sa manière, mais tous ensemble. À Montréal, où ils campent square Victoria, en face de la Bourse, et au cours du défilé festif qui s'est spontanément organisé dans la rue Sainte-Catherine samedi dernier, on a pu décoder les principes qui les guident et les perspectives qui les animent.

Leurs slogans, souvent des trouvailles, griffonnés sur des bouts de carton, allient candeur et radicalité. Déclinés en plusieurs langues pour rejoindre la troupe mondiale des indignés, ils résumant leur état d'esprit du moment: «*Fuck the capitalism*», «*Never buy a mutual fund*», «*Quel prix pour nos vies?*», «*Partage plus équitable pour tous, à bas les bandits sans visage!*», «*Be excellent with each other*», «*Cela fait trente ans que j'attends*», «*Freinons la croissance économique avant la collision fatale*», etc.

Outre le refus d'un capitalisme sauvage et de ses méfaits, en particulier l'accroissement des inégalités sociales, l'expression de la révolte est d'autant plus mesurée qu'elle est profondément ressentie. C'est le sens du message qui semble com-

mun à la plupart des mouvements actuels: «*Classe moyenne en colère!*» L'admission tranquille voulant que quelque chose ne marchera pas pour eux dans ce monde provoque certainement leur colère. Ils se sentent floués et le disent calmement, comme si cette réalité avait finalement pris ancrage dans leur vie.

Le mythe américain, le rêve capitaliste d'une croissance sans limite avaient déjà largement été écornés lors des précédentes crises économiques. Toutefois, la foi de la classe moyenne en la possibilité de profiter d'une part de la richesse faisait littéralement marcher la consommation et l'économie. Or, cette foi est largement ébranlée, et ce sont les enfants des classes moyennes qui aujourd'hui se retrouvent sur le front d'une lutte de classes d'un nouveau type. Ils n'ont plus l'espoir d'accéder à un mode de vie et de consommation qu'ils n'envisagent d'ailleurs pas comme un idéal! Et c'est en cela que leur mouvement traduit un message radicalement différent de celui de leurs prédécesseurs, altermondialistes, contestataires grecs ou soixante-huitards, même si ces derniers sont prompts à s'y projeter.

Lutopie véhiculée par le mouvement, qui le 15 octobre est devenu mondial, est autant dans le mode de vie alternatif (cuisine bio, respect de la nature et de l'écologie, nettoyage du terrain où l'on se trouve, répartition égalitaire des tâches entre les sexes, transport en vélo, amour et compassion, etc.), que dans le refus d'utiliser les vieilles méthodes de contestation révolutionnaire. Rien de plus différent des mouvements qui ont été tour à tour évoqués pour les comparer: printemps arabe, mouvements de contestation des Grecs, indignés espagnols ou mouvements de révolte

des années 1960, désormais devenus des références obligées.

La violence, l'extrémisme même verbal, l'idéologisme des groupuscules semblent totalement absents du registre de pensée et d'action des manifestants! Des revendications, mais à peine audibles, ou en tout cas inaudibles pour ceux qui attendaient que la contestation vise le pouvoir politique et qu'elle se pare des habits partisans...

Elle est multiforme, mais se tient loin de la politique politicienne, principale cible de leurs quolibets! Et si l'on se plaît à observer que les premiers moments de protestation furent sages et ordonnés, un mois plus tard, force est de constater qu'ils le sont encore et que sont respectées les grandes règles de la vie en commun, telles qu'ils veulent les redéfinir. Car ce qui est visé, c'est bien cela: changer la vie, en commençant par les petites choses de la vie quotidienne, rééquilibrer les relations entre les sexes et entre les classes, arrêter la consommation effrénée, redéfinir les rapports des humains à la nature, et faire contrepoids au pouvoir de quelques-uns par le pouvoir du nombre! Une vraie leçon de démocratie en somme.

Et pour ceux qui ne peuvent toujours pas concevoir de mouvement de contestation qu'en rapport à l'abécédaire révolutionnaire du siècle précédent, le changement de registre s'impose. Tout de suite après Mai 68, Foucault considérait que la société occidentale était entrée dans une ère postévolutionnaire: s'il y a eu un événement majeur dans les années 1970, pensait-il, c'est bien la disparition de la révolution. Ce mouvement en est encore la preuve vivante. Il porte bien haut leur espoir de voir la société se réformer en profondeur pour leur faire une place, la place qu'ils sont en train de définir collectivement.

IDÉES

LANGUE

Le français en déclin, vraiment?

JACK JEDWAB

Directeur général de l'Association d'études canadiennes

Un rapport récent de l'Office québécois de la langue française nous prédit que d'ici 2031, le pourcentage de la population de l'île de Montréal qui parle majoritairement le français à la maison baissera à moins de 50 %. Ces projections de ton pessimiste attirent toujours l'attention des médias et les réactions qui suivent sont généralement prévisibles. Les porte-parole de l'opposition affirment que Montréal se fait angliciser, que le gouvernement ne porte pas suffisamment attention aux dangers qui menacent la langue française et qu'il est essentiel de resserrer les lois linguistiques, ou plutôt d'introduire de nouvelles mesures pour contrer ce déclin.

Si le pourcentage des francophones sur l'île de Montréal tombe à 50 %, qui formera la majorité? Cette question est rarement abordée et elle sous-entend que les non-francophones seront en majorité. Pourtant, les non-francophones ne constituent pas un groupe linguistique. Aucun Montréalais ne se définit comme étant un non-francophone, mais plutôt anglophone, allophone ou mixte. Regrouper les anglophones et les allo-

Ce n'est pas la perte de quelques points de pourcentage de francophones sur l'île de Montréal qui rend le français plus vulnérable, mais plutôt l'attraction que l'anglais exerce mondialement

phones dans une seule catégorie imaginaire encourage plusieurs francophones à associer, fausement, tous ceux issus des minorités ethnoculturelles avec la langue anglaise.

En fait, la plupart des «non-francophones» de Montréal sont de langue maternelle autre que l'anglais. C'est aussi bien évident que, provenant de plus de 100 groupes différents, les allophones ne parlent pas une seule langue commune qu'ils pourraient imposer à la population francophone.

Le français des allophones

Les projections démographiques pour l'île de Montréal en 2031 prédisent qu'un peu moins d'un quart de la population va parler l'anglais à la maison. En d'autres termes, 75 % de la population de l'île ne sera pas anglophone (bien qu'on n'entende jamais le terme «non anglophone»). Si la

langue française à Montréal est menacée par l'anglicisation, on pourrait tenir pour acquis qu'il est nécessaire d'examiner le pourcentage d'anglophones à Montréal.

Pourtant, peu de démographes québécois raisonnent qu'un pourcentage diminué d'anglophones diminuera leur capacité d'attirer les allophones vers l'adoption de la langue anglaise chez eux. Aussi, on prend rarement en compte que malgré les baisses récentes du pourcentage de francophones, il y a eu un accroissement du pourcentage d'allophones qui choisissent de parler le français plutôt que l'anglais chez eux. Ceci est dû en grande partie à la composition linguistique des immigrants récemment arrivés au Québec.

C'est pour le moins très difficile à croire que les trois groupes d'immigrants allophones les plus importants quant à leurs effectifs (c'est-à-dire les groupes arabe, espagnol et créole) vont faire tandem avec les anglophones pour imposer l'anglais aux francophones sur l'île.

Fausses représentations

Toutefois, certains démographes québécois déduisent que le changement du statut francophone de majoritaire à minoritaire aura un effet négatif sur notre capacité d'intégrer les allophones, indépendamment du pourcentage d'anglophones. Les porte-parole de l'opposition et quelques démographes ont déclaré que le gouvernement ne fait pas assez d'efforts pour faciliter l'intégration des immigrants. Mais leurs définitions respectives de l'intégration linguistique ont parfois l'air de diverger.

Nombreux démographes semblent faire référence au degré avec lequel les allophones immigrants utilisent le français à la maison (même si la plupart des immigrants allophones vont maintenir leur langue d'origine chez eux au cours de leur vie). Dans le cas des porte-parole de l'opposition, on peut supposer qu'ils parlent de l'aide que reçoivent les immigrants pour apprendre la langue française afin de pouvoir l'utiliser au travail. Malgré une faible diminution du pourcentage des francophones à Montréal, ni le pourcentage d'immigrants qui apprennent le français ni le taux d'usage du français en milieu de travail n'ont diminué, comme l'a confirmé Statistique Canada en 2006.

Nous ne devons pas tenir pour acquis que les immigrants allophones choisissent de parler le français à la maison à cause du pourcentage de francophones qui vivent sur l'île de Montréal. Cette idée pourrait fausement représenter ce qui menace la langue française.

La présence du français

La baisse du pourcentage de francophones sur l'île de Montréal est attribuable, selon certains, à l'importante migration des francophones vers les banlieues à l'extérieur de l'île. Mais c'est l'immigration qui est la cause première du changement de la démographie montréalaise. Entre 2006 et 2010, la langue maternelle de 82 % des immigrants au Québec n'était ni l'anglais ni le français. Le français était la langue maternelle de 15 % d'entre eux et l'anglais était celle de 3 %.

Puisque la majorité des allophones s'installent sur l'île de Montréal et qu'ils vont majoritairement utiliser leur langue première à la maison, le pourcentage de francophones et d'anglophones sur l'île de Montréal diminuera. Mais ceci ne signifie pas une baisse du taux de connaissance du français ni de sa présence dans le domaine public. La connaissance du français chez les allophones et les anglophones s'accroît continuellement, ainsi que la fréquence de son utilisation dans le domaine public. Les identités linguistiques multiples caractérisent de plus en plus la réalité montréalaise.

Source d'enrichissement

Le gouvernement du Québec aime bien souligner que plus de 60 % des immigrants qui sont arrivés au Québec lors des cinq dernières années ont une connaissance du français. Pour arriver à ce chiffre, ils ont additionné les 25 % qui déclarent connaître le français à leur arrivée et les 35 % qui disent avoir une connaissance de l'anglais et du français. Certains porte-parole de l'opposition pourraient contester que les connaissances des deux langues chez nos immigrants pourraient encourager l'expansion inquiétante du bilinguisme.

Mais ces critiques sonnent faux puisque c'est lors du dernier mandat du Parti québécois que l'important accroissement dans le pourcentage d'immigrants qui connaissent les deux langues à leur arrivée a eu lieu. À Montréal, le français est la langue dominante, et notre ville est unique en Amérique du Nord pour cette raison. Mais le niveau de bilinguisme et même de trilinguisme chez les Montréalais est non seulement une conséquence de notre réalité économique, mais aussi une source d'enrichissement culturel.

D'un point de vue historique, le français à Montréal ne régresse pas malgré ce que certains voudraient nous faire croire. Ce n'est pas la perte de quelques points de pourcentage de francophones sur l'île de Montréal qui rend le français plus vulnérable, mais plutôt l'attraction que l'anglais exerce mondialement. Nos discussions importantes sur les questions linguistiques devraient mieux refléter cette réalité.

Jeter l'argent par les fenêtres



LISE PAYETTE

C'est ce qu'a fait Jean Charest mercredi. Il a créé une commission bâtarde «taillée sur mesure» (ce sont ses propres mots), pour apaiser la grogne de 2000 libéraux réunis en congrès dès aujourd'hui, et dont on peut penser qu'ils allaient enfin faire connaître leur mauvaise humeur devant la mollesse qu'affichait le gouvernement dans la défense de leur réputation. Ça n'aura pas lieu.

Jean Charest va faire son entrée dans une salle «paquetée» d'avance et qui devra prouver la profonde reconnaissance du parti envers son chef qui a concocté une réponse à une population qui, depuis 30 mois, ne réclame qu'une seule chose d'une même voix: une véritable commission d'enquête publique avec tous les pouvoirs que prévoit la loi sur le sujet. La «commission» fabriquée par Jean Charest ne répond pas aux exigences de la loi existante qui, elle, a fait ses preuves.

30 mois! 30 mois pendant lesquels le public, qui n'est pas dupe, a bien compris que c'était plus de temps qu'il n'en fallait pour déchiqueter tous les papiers compromettants, pour détruire les agendas, les factures de restaurant et pour se donner des airs d'honnête citoyen à qui on ne peut rien reprocher. Avoir les mains propres, c'est ce qui compte.

C'est le président de la CSN, Louis Roy, qui a dit mercredi soir que «quand on allume les lumières, les coquerelles disparaissent».

Jean Charest est bien le seul à penser que les coquerelles vont venir se mettre à table, sans être contraintes, pour permettre à la commissaire France Charbonneau de remplir son mandat complexe, en espérant que personne ne va perdre la face dans l'exercice. En jouant ce jeu, on se demande s'il ne se rend pas complice de ceux qui infligent une telle plaie à notre société. Ceux qui vivent de la collusion, de la corruption, les deux mains dans l'argent sale, sont morts de rire depuis mercredi.

Ils sont bien conscients que la police patauge, car il est difficile de monter une preuve quand on a en face de soi des malfaiteurs super intelligents qui ont toujours un coup d'avance sur les policiers et qui savent comment ne pas laisser de traces. Ils ont les moyens de consulter des avocats, ils connaissent les lois et brandissent leurs droits chaque fois que c'est nécessaire. Ils ne sont pas démunis. Ils ont probablement ouvert une bouteille de champagne quand ils ont entendu la solution qu'annonçait Jean Charest avec tant de satisfaction.

Pour ma part, je crois que parmi les 2000 délégués au congrès libéral de cette fin de semaine, il y a d'honnêtes gens. Ils pourraient faire la différence. Cela prendra du courage, car le congrès va être mené à un train d'enfer. Les organisateurs vont essayer d'empêcher tout dérapage. Vous, les 2000, si vous pouvez affirmer que vous souhaitez que vos enfants vivent dans la même sorte de société que celle que nous voyons s'épanouir autour de nous, ne faites rien. Si vous pensez que le Québec pourrait faire mieux, levez-vous. Même au risque de vous faire mettre à la porte.

L'autre espoir serait que la commissaire Charbonneau, dont on dit qu'elle est une femme droite et courageuse, refuse le mandat alambiqué qu'on lui a confié. Sa feuille de route donne à penser qu'elle se passionne pour la justice et que l'idée de se faire, à son tour, la complice docile des entourloupettes du premier ministre ne lui dit rien de bon. Nous lui serions reconnaissants de parler maintenant.

Ne pas contraindre les témoins, c'est proposer à tout le monde d'aller à la confesse volontairement, sans danger de pénitence et sans la menace de l'enfer... Ça ne sera pas un gros succès. On se sentira beaucoup plus à l'aise chez soi, en affirmant qu'on n'a rien à se reprocher, et surtout rien à dire. Omerta. Ne soulevez pas la poussière. Fermez les yeux et faites comme si vous ne saviez rien.

Le cancer qui ronge le Québec est bien réel. Nous le savons tous. Certains d'entre nous l'ont vu à l'œuvre sans pouvoir intervenir. Il se propage avec une rapidité qui fait peur et il ne semble pas y avoir un seul domaine qui lui soit inaccessible. La drogue qu'on offre à nos enfants à la porte de l'école, c'est lui. Les adolescents qui disparaissent de la circulation et qu'on retrouve dans des bars de danseuses, c'est lui. Les tunnels qui s'effondrent, les routes défoncées et les coûts qui dépassent tout ce qu'on pouvait imaginer, c'est lui. Les places dans les garderies... je m'arrête ici. Le reste de la liste, vous pouvez la faire vous-mêmes.

Si un jour les journalistes d'ici arrêtent d'en parler, nous pourrions nous dire que c'est foutu. D'ici là, il faudrait tous ramer dans la même direction.

Lutte contre la pauvreté

La solidarité sur les champs de bataille

CHRISTIAN VANASSE

Membre des Zapartistes et porte-parole de la 22^e Nuit des sans-abri

Aujourd'hui aura lieu la 22^e édition de la Nuit des sans-abri, qui se tiendra cette année dans 25 villes à travers le Québec (de Sherbrooke à Rouyn-Noranda, en passant par Rimouski, Montréal, Mont-Joli et Victoriaville) avec autant de vigiles de solidarité.

Ça, c'était la bonne nouvelle. La mauvaise, c'est que de plus en plus de villes tiennent des vigiles parce que le phénomène de l'itinérance soit s'y aggrave, soit y apparaît. C'est aussi révélateur de la dispersion d'un phénomène qu'on trouve partout dans la province.

Selon une étude du Conseil national du bien-être social, il en coûte 25 milliards de dollars annuellement aux contribuables canadiens pour assumer les coûts sociaux de la pauvreté. Pourtant, investir ne serait-ce qu'une fraction de ce montant dans des mesures structurelles, comme le logement social ou la hausse des prestations d'aide sociale, suffirait à combattre la pauvreté. Lors des premières estimations, un super avion de guerre F-35 équivalait à 6400 logements sociaux. Avec les habituels dépassements de coûts, imaginez le monde à qui on pourrait fournir un toit.

Nécessaire vision globale

Il y a lieu de se demander si, entre les objectifs de croissance de la richesse et de réduction de la pauvreté, il n'y aurait pas une marge de manœuvre pour une plus juste répartition parce que manifestement, il y a un déséquilibre. Sur le terrain, pourtant, des milliers de gens aident, réfléchissent et travaillent afin de fournir des solutions, mais ils manquent de ressources et sont débordés.

Voilà entre autres pourquoi j'appuie les 25 villes qui s'illumineront cette nuit en guise de solidarité. Celles-ci viendront rappeler aux gouvernements la nécessité d'une vision globale avec une véritable politique gouvernementale en itinérance ainsi que des engagements fermes en vue d'atténuer la situation de pauvreté de tant de gens.

Depuis plusieurs années, nos gouvernements nous promettent de gagner la plus noble des batailles: la lutte contre la pauvreté. Mais nous ne pourrions jamais gagner ce combat contre la pauvreté si elle devient une lutte contre les pauvres.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Si de plus en plus de villes tiennent des vigiles lors de la Nuit des sans-abri, c'est malheureusement parce que le phénomène de l'itinérance soit s'y aggrave, soit y apparaît.

De même qu'on ne gagnera pas la bataille contre la drogue en faisant la lutte contre les drogués.

Lutter avec les bonnes armes

La répression, la criminalisation et la marginalisation ont depuis longtemps prouvé leur inefficacité et leur non-rentabilité. Sauf peut-être pour les constructeurs de prisons, le corps policier et les patrons d'agences de sécurité.

La saga judiciaire du site d'injection supervisée Insite et la croisade conservatrice contre la drogue nous enseignent justement que lutter, fai-

re la guerre et combattre quelque chose sans en comprendre la nature profonde est voué à l'échec. Il nous faut lutter avec les bonnes armes, sur les bons terrains, avec les bonnes stratégies et soutenir nos troupes.

Si j'emprunte un vocabulaire guerrier, ça ne signifie aucunement que je glorifie ce monde. Mais si ça peut faire en sorte qu'une infime fraction du budget militaire puisse être consacrée à aider notre propre peuple à se sortir de la pauvreté, ça sera déjà ça de fait.

■ www.nuitdessaabri.ca

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Dominique Reny (adjointe au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Fabien Desjardins (société), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (enseignement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Caroline Montpetit (affaires sociales), Brian Myles (justice), Louise-Maude Bloux Soucy et Amelie Daoust-Boisvert (santé); Information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Yastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Guillaume Bourgault-Côté et Kathleen Lévesque (reporters); Information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Frédéric Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre); Information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins, Éric Desrosiers et Alexandre Shields (reporters), Gérard Dallaire (pupitre); Information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Prévost (responsable des pages thématiques), Émilie Folie-Boivin (pupitre); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (caricaturiste); Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (contractrices); Benoît Munger, Philippe Papineau et Laurence Clavel (pupitre internet); Marie-Pier Frappier et Genevieve Tremblay (commis internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Karl Retino-Parazelli et Sophie Lambert-Racine (commis à la rédaction); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bherer (Ottawa), Dave Noël (Québec); PUBLICITÉ : Jean de Billy, Jennifer Demers, Jean-François Bossé, Marlene Côté, Stéphanie Desjardins, Amel Elham, Véronique Langlois, Simon Lanoie, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sobat (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires); PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Blonin, Nathalie Zemaitis; INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Maxim-Olivier Leclerc (responsable par intérim service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Morinette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion); ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

ACTUALITÉS

BERGERON

«Imaginez l'espoir extraordinaire que susciterait l'apparition, sur la scène politique québécoise, d'une coalition progressiste et souverainiste... Cela trancherait sérieusement avec la morosité et le cynisme ambiants.»

SUITE DE LA PAGE 1

que la cochef de Québec solidaire aille affronter un député du Parti québécois. Je pense que c'est contre-productif pour le mouvement que des souverainistes s'affrontent.» Il dit ne pas comprendre «l'entêtement» de Mme David à vouloir «absolument se présenter dans un comté représenté par un député du Parti québécois».

À ses yeux, donc, il est urgent de réfléchir à une coalition souverainiste. Cet été, *Le Devoir* avait révélé une lettre que M. Bergeron avait fait parvenir à un militant pour la création d'une telle coalition, Daniel Roy (auteur du site coalitionsouverainiste.com). Le député répondait à un appel de M. Roy en ces termes: «Imaginez l'espoir extraordinaire que susciterait l'apparition, sur la scène politique québécoise, d'une coalition progressiste et souverainiste... Cela trancherait sérieusement avec la morosité et le cynisme ambiants.»

Pagé aussi

M. Bergeron n'est pas le seul élu péquiste à s'être présenté à l'assemblée publique de QS, dont le thème était «Pour une réelle démocratie, changeons les règles du jeu!». Cela lançait une tournée de Françoise David «Pour un pays de projets». Elle présentait entre autres la «volonté d'un futur gouvernement de Québec solidaire de mettre en place une Assemblée constituante non partisane, paritaire, représentant les régions et élue au suffrage universel».

Le député péquiste de Labelle, Sylvain Pagé, auteur d'un «manifeste pour une nouvelle culture politique», a aussi fait acte de présence. «Amir [Khadir] m'avait invité et vous savez que je respecte Amir», a confié M. Pagé. Ce dernier avait consulté l'unique député de QS lorsqu'il préparait son manifeste, ce qui avait aussi froissé des péquistes qui estiment qu'il faut combattre M. Khadir. Quant à une éventuelle coalition souverainiste, M. Pagé ne se dit «pas fermé à l'idée» et estime que «s'il y a des gens qui réfléchissent à ça, ils ont le droit». A ceux qui, dans son parti, seraient mal à l'aise parce qu'il s'est présenté à la rencontre de mercredi, M. Pagé a fait remarquer que depuis la fin de l'été, Pauline Marois tient des assemblées citoyennes et qu'en principe, «les gens de toutes tendances sont invités». «Si c'est bon dans un sens, c'est bon dans l'autre. C'était une assemblée citoyenne que Québec solidaire tenait et non une assemblée politique», a précisé M. Pagé.

Louise Beaudoin, députée de Rosemont maintenant indépendante, a participé à un panel lors de l'assemblée organisée par QS. Deux autres démissionnaires du caucus péquiste, Lisette Lapointe et Pierre Curzi, ont aussi assisté aux débats et échanges. Mme Beaudoin a fait savoir qu'elle n'avait pas l'intention de se rallier à QS: «De toute façon, elle a indiqué qu'elle ne se représenterait pas», a-t-on dit du côté de QS, qui rêve de prendre Rosemont aux prochaines élections (malgré les scores recueillis par le candidat François Saillant, 9,37 % en 2007 et 8,22 % en 2008).

Pour Pierre Dubuc, du SPQ Libre, l'assemblée organisée par QS mercredi, l'invitation à Mme Beaudoin d'y participer et la présence des députés démissionnaires et péquistes sont d'«excellentes initiatives». M. Dubuc est un militant du PQ et secrétaire du SPQ Libre, ce club politique qui a perdu son statut en 2010, mais qui existe toujours à l'extérieur du PQ. Selon lui, il «faudra trouver une manière de présenter un front uni contre Legault» aux prochaines élections. «On ne peut quand même pas aller au combat en rangs dispersés.» M. Dubuc rappelle que Pauline Marois elle-même, lors de la course à la chefferie de 2005, avait salué le regroupement d'Option citoyenne et de l'Union des forces progressistes (qui conduira l'année suivante à la fondation de QS). «On pourrait faire une alliance, mais c'est au parti de décider», avait déclaré Mme Marois.

Stéphane Bergeron ne dit pas autre chose aujourd'hui. «Je ne suis pas mandaté par qui que ce soit pour négocier quoi que ce soit», a-t-il tenu à souligner. «Mais même si les chefs devaient se parler, ça ne réglerait pas tout», a-t-il noté, disant ignorer comment une coalition pourrait fonctionner concrètement. «C'est une idée qui doit faire son chemin dans nos instances: autant celles du PQ que celles de Québec solidaire.»

Le Devoir

KADHAFI

SUITE DE LA PAGE 1

d'une fusillade qui aurait éclaté après l'attaque aérienne. Kadhafi a-t-il été atteint au cours de cette fusillade alors qu'il avait déjà été maîtrisé ou a-t-on tiré sur lui alors qu'il sortait du fameux égout les armes à la main? On ne le sait pas.

La version officielle du Conseil national de transition (CNT), le nouveau gouvernement libyen reconnu internationalement, veut en tout cas que Mouammar al-Kadhafi soit mort de ses blessures durant son transport vers un hôpital du centre-ville de Syrte. Et quoi qu'il en soit, le vice-président et porte-parole du CNT a parlé d'un «moment historique». «Kadhafi a rencontré son destin, a affirmé Abdel Hafez Ghoga, qui s'exprimait à Benghazi, la ville de l'est où l'insurrection est née à la mi-février. Sa mort va mettre fin au bain de sang et au martyre de notre jeunesse.»

L'ancien dictateur était en fuite depuis la chute de Tripoli en août. Il aura tenté jusqu'à la fin de résister au mouvement qui a mis des mois à le renverser, plutôt que de se rendre et de comparaître devant la Cour pénale internationale, qui l'a accusé de crimes contre l'humanité.

Un des fils de Kadhafi, Moutassim, aurait aussi été tué dans les combats à Syrte, selon le CNT. L'ancien ministre de la Défense, Aboubakr Younés Jaber, aurait subi le même sort. La télévision de Tripoli a par ailleurs annoncé la capture dans cette même ville des chefs la sécurité intérieure, Mansour Daou, et du renseignement, Abdallah Senoussi. Un autre fils du dictateur, Saïf al-Islam, se trouve dans la même région selon le CNT.

La nouvelle de la mort de l'ancien dictateur libyen a été accueillie avec satisfaction dans les principales capitales du monde, où l'on a exprimé l'espoir que la Libye deviendra un pays démocratique et pacifié.

«Il ne sera jamais plus dans une position d'appuyer le terrorisme ou de donner des ordres pour que l'on tire sur ses propres citoyens», a déclaré hier après-midi Stephen Harper. La population libyenne peut finalement tourner la page après 42 ans d'un chapitre d'oppression terrible. Le premier ministre canadien s'est dit fier «du rôle de premier plan joué par les forces armées canadiennes» dans le théâtre libyen (une contribution également saluée par le chef libéral Bob Rae) et il a félicité le général canadien Charles Bouchard, qui a dirigé la mission de l'OTAN.

Le président des États-Unis, Barack Obama, a vu dans la mort de Mouammar al-Kadhafi «la fin d'un chapitre long et douloureux» pour les Libyens. Il a appelé les nouvelles autorités à bâtir un pays démocratique et tolérant, tout en affir-

mant ne pas se faire d'«illusions» quant à la rapidité de la transition.

«Il faut se souvenir aujourd'hui de toutes les victimes du colonel Kadhafi, dont celles qui sont mortes dans l'attentat contre l'avion de la Pan Am au-dessus de Lockerbie et dans les attentats où l'IRA a utilisé du Semtex libyen, a déclaré le premier ministre britannique David Cameron. La perspective d'un avenir démocratique pour la Libye devient meilleure après cette nouvelle.»

Il deviendra sans doute plus facile de mettre fin à l'intervention de l'OTAN maintenant que bourreau libyen n'est plus de ce monde, ce qui rend plus improbable l'avènement d'une contre-insurrection. Le secrétaire général de l'Alliance atlantique, Anders Fogh Rasmussen, a estimé que la fin de l'opération était «désormais beaucoup plus proche». L'Union européenne a pour sa part salué «la fin d'une ère de despotisme et de répression» en Libye.

La réconciliation et la transformation de la Libye en une démocratie forte et stable ne sont pas pour autant assurées, et les images que nous avons vues hier ne sont pas des plus rassurantes. Les insurgés devront rendre leurs nombreuses armes et être intégrés dans une armée nationale ou retourner à la vie civile. Les tensions demeurent vives entre les anciens privilégiés du régime Kadhafi et les victimes de ce dernier, entre l'est et l'ouest du pays, entre les différentes tribus et entre les islamistes et les laïcs.

Mouammar al-Kadhafi a pris le pouvoir en septembre 1969 en renversant le roi Idris. Il a changé de rôle à plusieurs reprises au cours des quatre décennies où il a dirigé son pays d'une main de fer. En 1970, la mort de son idole, le président égyptien Gamal Abdel Nasser, lui permet de prétendre à la direction du monde arabe. Malheureusement pour lui, il ne réussit pas à s'imposer dans ce rôle, son arrogance et son style erratique y étant pour beaucoup.

Il a néanmoins continué à se présenter comme un champion de la lutte anti-impérialiste, tournant éventuellement son regard vers l'Afrique subsaharienne, où il a investi une partie de ses pétrodollars. Après le 11 septembre 2001 et surtout après la chute de Saddam Hussein en Iraq, Mouammar al-Kadhafi se rapproche de l'Occident, qui croit ou qui feint de croire à une espèce de conversion démocratique. Il accepte d'indemniser les familles des victimes de l'attentat de Lockerbie, renonce à toute arme de destruction massive et se présente, atrocités à l'appui, comme un champion de la lutte contre les islamistes. Les visites officielles et les contrats civils et militaires s'ensuivent.

Le Devoir
Avec l'Agence France-Presse

TUNISIE

SUITE DE LA PAGE 1

dimanche. Ici, la diaspora tunisienne élira deux représentants, parmi 19 candidats, pour la circonscription qui englobe l'Amérique et une partie de l'Europe. Les 217 élus de cette assemblée auront ensuite la responsabilité de rédiger la nouvelle Constitution tunisienne, avant d'organiser des élections législatives, d'ici environ un an.

Les Tunisiens vivent leurs premières élections libres depuis l'indépendance en 1956, mais surtout les premières depuis l'arrivée au pouvoir en 1988 du dictateur déchu, Zine el-Abidine Ben Ali, aujourd'hui réfugié en Arabie saoudite. «Vingt-trois ans de pourriture», lâche Nabil Amira, un opposant de la première heure à Ben Ali, emprisonné en 1990 pour «participation à un mouvement politique non enregistré», dit-il. Établi au Québec depuis quatre ans, Nabil Amira a aussi perdu un proche pendant les révoltes de janvier 2011 en Tunisie.

Pour la communauté tunisienne à Montréal, pas question de manquer ces élections. La majorité des candidats de la circonscription habitent d'ailleurs la métropole. Mais le choix sera loin d'être facile. En Tunisie, le nombre de partis a explosé depuis la chute de Ben Ali, passant de 8 à 112, en plus de centaines de candidats indépendants. «Les Tunisiens sont totalement déboussolés», explique Malek Lettaïef, porte-parole du Collectif tunisien au Canada, un organisme non partisan qui a organisé des débats entre les candidats à Montréal. «On sort de 50 ans de pensée unique. Les gens ne savent plus à quel saint se vouer», poursuit-il.

Entre tradition et changement

Le spectre des candidats à ces élections couvre toutes les idéologies politiques: libéraux, conservateurs, communistes, socialistes, islamistes, écologistes... Mais le débat oppose surtout laïques et religieux, qui ont pourtant manifesté côte à côte pour renverser le régime de Ben Ali. Le parti islamiste Ennahda — ou «renaissance» — est donné favori en Tunisie. La forte répression de Ben Ali envers ce parti n'est pas étrangère à sa popularité actuelle, croit Malek Lettaïef. «Ben Ali vendait à l'Occident l'idée qu'il agissait comme rempart à l'obscurantisme. Il le combattait de façon extrême et il en a profité pour écraser toute opposition.»

À la sortie du bureau de vote, au consulat tunisien à Montréal, les débats entre concitoyens se poursuivaient avec passion. «Ennahda est le seul parti qui soit vraiment organisé. Les autres partis ne reposent que sur une seule personne, clame Béchir Jghobbi, 35 ans. Il va diversifier l'économie et il n'y aura pas de démocratie tant qu'il y aura de la pauvreté», poursuit-il, interrompu par ses amis qui ne partagent pas ses convictions. Nessrine

Lassoued, une jeune femme voilée de 25 ans, lui préfère un parti totalement laïque, le Congrès pour la République. «Il faut protéger nos droits acquis», justifie-t-elle. Bien que la majorité de la population se dise musulmane, la séparation entre religion et État demeure une valeur chère aux Tunisiens. Les partis religieux intégristes sont toujours bannis des élections, tels que Hizb Et-tahrir — le «parti de la liberté» —, qui prône l'adoption de la charia, la loi islamique. Plusieurs Tunisiens, comme le candidat progressiste Ramzy Messaoudi, craignent qu'un parti islamiste modéré comme Ennahda change de discours une fois au pouvoir. «Pour nous, la religion ne devrait pas être un sujet de discussion dans le débat politique», dit-il.

Mais ce que redoute surtout Ramzy Messaoudi, c'est le retour au pouvoir des proches de l'ancien régime. «La famille de Ben Ali est tombée, mais son régime est encore présent», affirme-t-il. Selon plusieurs Tunisiens établis à Montréal, une quarantaine des 112 partis qui se présentent aux élections sont en fait constitués d'ex-membres du parti de Ben Ali, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), dissous après le départ du dictateur. Aujourd'hui étudiant en sciences politiques à l'UQAM, M. Messaoudi a goûté à la répression de l'ancien régime. En 1998, alors âgé de 22 ans, il a été arrêté et battu par la police, pour son militantisme étudiant. Il s'en est sorti avec deux côtes brisées et quelques mois de prison.

Pour lui, comme pour Nabil Amira, la présence d'anciens partisans de Ben Ali parmi les candidats est inacceptable. «Nous ne voulons pas les éliminer, nous ne cherchons pas la vengeance, mais nous leur demandons de rester à l'écart pendant l'écriture de la nouvelle Constitution», explique M. Amira. Il soupçonne d'ailleurs un des candidats indépendants à Montréal, Hattab Ben Slama, d'avoir été un sympathisant de Ben Ali avant la révolution. M. Ben Slama s'en défend vivement, mais il croit que les anciens membres du RCD ne devraient pas être exclus d'emblée de ces élections. «Ils sont libres comme tous les Tunisiens. C'est ça, la démocratie», dit M. Ben Slama.

De l'avis du porte-parole du Collectif tunisien au Canada, Malek Lettaïef, les Tunisiens ont acquis de nombreuses libertés depuis le printemps arabe, mais la liste de problèmes à régler est encore longue: chômage, répartition de la richesse, corruption, transparence des institutions, indépendance du système judiciaire, liberté des médias. «Il faudra un travail colossal pour changer les mentalités», dit M. Lettaïef. Ce ne sont pas tous les partis qui sont favorables à une véritable réforme. Malgré les voix discordantes au sein des futurs élus, M. Lettaïef demeure optimiste. «Le fait qu'on puisse avoir ce genre de débat après autant d'oppression, c'est fantastique.»

Le Devoir

PLQ

Quatre ministres présenteront les réalisations du gouvernement libéral en matière de lutte contre la collusion et la corruption

SUITE DE LA PAGE 1

et de Robert Bourassa.

Hier, Martin Drapeau, un militant libéral depuis 30 ans, a demandé au chef libéral Jean Charest de se soumettre à un vote de confiance. Sans trop se faire d'illusion, il tentera de présenter au congrès, où 2000 libéraux doivent se réunir en fin de semaine, une proposition en ce sens. À un conseil libéral l'an dernier, Martin Drapeau s'était pointé au micro avec une proposition réclamant une enquête publique sur l'industrie de la construction. Mais le débat n'a pas eu lieu puisqu'aucun militant libéral ne s'est levé pour appuyer la simple présentation de cette proposition.

Pour lui, une commission d'enquête sans le pouvoir de contraindre les témoins à comparaître et sans immunité pour ces témoins est une aberration. «Les raisons invoquées pour ne pas obliger les gens à témoigner sont, à mon esprit, fort discutables. Il faut une commission qui soit contraignante et si M. Charest ne veut pas le faire, il faudrait qu'il remette en question son leadership», juge-t-il. L'immunité accordée aux témoins est tout aussi essentielle, croit Martin Drapeau. Lui-même a été poursuivi par une entreprise de sa région après qu'il eut posé des questions au conseil municipal de Boisbriand, une poursuite-baïllon qui a été cependant rejetée par le tribunal.

Lors d'une séance «pédagogique» bien encadrée, les délégués au congrès libéral pourront échanger pendant une heure et demie, en matinée demain, avec pas moins de quatre ministres: le ministre des Transports, Pierre Moreau, le ministre de la Sécurité civile, Robert Dutil, le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, Laurent Lessard, et la ministre du Travail, Lise Thériault. Les ministres présenteront les réalisations du gouvernement libéral en matière de lutte contre la collusion et la corruption. «Il n'y a pas meilleure occasion pour faire de la pédagogie sur tout ce qui a été changé dans les façons de faire», a fait valoir Michel Rochette, le porte-parole du PLQ. «On ne trouve pas toujours toute l'information factuelle dans les médias, a-t-il ajouté. Certains d'entre eux [les militants] ne s'y retrouvent pas.»

L'annonce de cette commission d'enquête nouveau genre, dont la formule a suscité de nombreuses critiques, a mis le gouvernement Charest sur la défensive. Et c'est dans la précipitation, hier, qu'il a tenté de reprendre l'initiative avec une conférence de presse de dernière minute. Avec un à-propos quelque peu appuyé, le ministre des Transports, Pierre Moreau, flanqué de la présidente du Conseil du trésor, Michelle Courchesne, ont annoncé à Montréal une série de mesures pour contrer la collusion et la corruption, mesures principalement inspirées des recommandations du rapport de Jacques Duchesneau.

Critiques acerbes

Hier, à l'Assemblée nationale, les partis d'opposition ont mis à mal la commission d'enquête «taillée sur mesure» par le gouvernement, selon l'expression employée par le premier ministre lors de son annonce mercredi.

Le chef de l'Action démocratique du Québec, Gérard Deltell, qui s'exprimait hier pour la première fois sur le sujet, a accusé le chef libéral de vouloir protéger son parti. «Le premier ministre a agi encore une fois comme chef libéral plutôt que comme chef d'État», a-t-il lancé.

«Encore une fois, Jean Charest a démontré le mépris qu'il peut avoir envers nos institutions. Il y a une loi qui existe, la Loi sur les commissions d'enquête», a-t-il accusé. «En éliminant le pouvoir de contraindre les gens à venir témoigner, on émascule complètement le mandat nécessaire pour rétablir la confiance des gens», estime Gérard Deltell.

Du côté de l'opposition officielle, on a cité notamment les noms de M^e Bernard Roy et de M^e Louis Masson, le bâtonnier du Québec, qui croient qu'une commission ne neutralise pas nécessairement la preuve obtenue par les policiers. La députée de Joliette et porte-parole en matière de justice, Véronique Hivon, a fait la liste des organismes, comme l'Autorité des marchés financiers ou la Régie du logement, qui ont le pouvoir de contraindre des personnes à témoigner.

Du côté du gouvernement, on s'est essentiellement appuyé sur l'avis des policiers, notamment sur celui du président de l'Association des policiers provinciaux du Québec, Pierre Veilleux, du commissaire de l'Unité permanente anticorruption (UPAC), Robert Lafrenière, de la Sûreté du Québec et des corps policiers municipaux. Le ministre de la Justice, Jean-Marc Fournier, a nuancé les propos de la veille du premier ministre, qui soutenait que l'immunité accordée par une vraie commission d'enquête permettait de «blanchir» les criminels qui venaient témoigner. «La tenue d'une enquête publique peut avoir comme conséquence de compromettre le procès criminel [parce que] il y a un fardeau additionnel pour la Couronne, qui doit prouver l'origine policière [de sa preuve]», a-t-il expliqué.

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avvertir notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel Inc., 12 800 rue Brault, St-Jean-de-Mirabel, Québec, division de Québec Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450 avenue Béchard, Québec qui est la propriété de Corporation Sun Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal. — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com
Bureau de Québec 418-643-1541

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390